

La Voix de l'Opposition de Gauche

Causerie et infos

Le 17 mars 2022

Cette causerie volumineuse et très riche comporte 5 parties ou 6 avec l'avant-propos ci-dessous. Cliquez sur le titre de celle que vous avez envie de lire si vous ne voulez pas toutes les lire ou mieux, téléchargez la causerie pour la lire plus tard à tête reposée.

[INTRODUCTION](#)

[TOTALITARISME ET RÉGRESSION DANS TOUS LES DOMAINES](#)

[DOSSIER UKRAINE](#)

[TYRANNIE SANITAIRE](#)

[TRIBUNE LIBRE](#)

- [Cette causerie au format pdf \(pages\)](#)

AVANT-PROPOS

On attendra encore un peu avant d'écrire un article sur l'évolution à venir de la situation économique mondiale, le temps que les Chinois et les Russes et leurs alliés annoncent le plan de remodelage des relations commerciales et financières internationales qu'ils sont en train de finaliser, on ne va pas se lancer dans des spéculations oiseuses comme le font certains.

Pour le moment on se contentera d'observer ce qui se passe et d'enregistrer les changements en cours, ou tout du moins ce qu'on veut bien nous en dire ou nous montrer, sachant qu'une grande partie se négocie en secret et qu'on en prendra connaissance en étant placé devant le fait accompli, il sera alors bien temps d'essayer d'en comprendre les conséquences prévisibles.

J'ai écouté ces derniers soirs une conférence dédiée à la paléanthropologie et trois autres sur la physique quantique, c'est passionnant et on apprend un tas de choses formidables qui font réfléchir.

Chaque fois j'ai évidemment essayé de retenir quelque chose, avec ma mémoire catastrophique ce n'est pas facile, je dois me contenter des grands traits qui me serviront plus tard de points de repère. Du coup, je me suis davantage concentré sur la démarche scientifique de ces chercheurs, histoire de voir si je ne pourrais pas en tirer quelque chose pour améliorer la mienne, c'est une obsession chez moi, toujours progresser sous peine de régresser et de finir sénile.

Je ne vais pas m'étendre sur ce sujet. Ce que j'ai relevé, c'est qu'ils n'écartaient aucune hypothèse dans leurs recherches, même les plus irrationnelles ou improbables qui vous feraient passer pour un

fou ou un farfrelu si vous osiez seulement les évoquer à voix haute. Ils expliquèrent que c'est en les étudiant sérieusement qu'ils s'embarquèrent dans des raisonnements qui allaient les amener à explorer des champs de la connaissance qu'ils ignoraient jusque-là, qui allait leur fournir des réponses à d'autres questions qu'ils se posaient depuis des années et sur lesquels ils séchaient, ce qui allaient leur permettre de réaliser des progrès considérables dans leurs travaux...

Oser penser est un exercice délicat ou périlleux quand on a le cerveau ramolli, mais quand on est éveillé, c'est merveilleux.

Quand on voit qu'en politique, il suffit d'émettre des idées ou des analyses qui sortent de l'ordinaire ou qui dévient de celles qui sont communément acceptées par telle ou telle chapelle de pensée, pour être aussitôt excommunié ou se voir traité de tout ce qu'on voudra de peu flatteur, on se dit que tous ces gens-là n'ont manifestement pas un mode de pensée scientifique, qu'ils ne veulent pas faire l'effort de réfléchir sérieusement à ce qu'on leur soumet ou ils en sont incapables et ils le savent eux-mêmes la plupart du temps ou plus sûrement, cela ne les intéresse pas parce qu'ils sont convaincus de posséder la vérité révélée ou définitive, du coup toute discussion avec eux est impossible, vaine ou une perte de temps.

C'est la même chose, dès qu'on ose aller chercher des infos un peu partout ou de manière aléatoire au gré du hasard, car en réalité on n'a pas vraiment le choix, compte tenu que nos champions de la liberté d'expression sont les plus prompts à la bâillonner ou ils se livrent à une autocensure neuronale quasi obsessionnelle, on se fait traiter de tous les noms ou on va vous amalgamer à des ordures ou vos ennemis, histoire de bien vous faire comprendre ce qu'ils pensent de vous, ce qui entre nous me laisse de marbre sachant de qui proviennent ces accusations ou diffamations.

Il n'y a pas si longtemps encore, avant qu'Internet ne devienne un support de communication universel, quand ils informaient leurs lecteurs ou leurs militants, ils ne leur fournissaient pas systématiquement les sources auprès desquelles ils les recueillaient, maintenant que c'est devenu quasiment impossible parce que tout le monde peut les trouver facilement sur le Net, ils restreignent les infos qu'ils diffusent à ce qui sert uniquement leur propagande, du coup elles ne rendent plus compte que d'une toute petite partie de la réalité ou elles sont d'une pauvreté accablante et ne présentent aucun intérêt ou presque. Bref, si vous voulez réellement être informé, il vaut mieux aller voir ailleurs que s'en tenir aux publications du mouvement ouvrier, c'est navrant, mais c'est ainsi. Je vais vous donner un exemple.

En quête d'infos sur ce qui se passe réellement en Ukraine, par hasard en cliquant sur un lien fourni dans un article publié par un média dit alternatif, j'ai atterri sur un blog en fournissant régulièrement, et quelle ne fut pas ma surprise de me retrouver en présence d'un personnage sur lequel j'ignorais absolument tout, jusqu'à ce que je découvre en faisant des recherches sur le Net qu'il exécrait dans des proportions inouïes tout ce qui se réclamait de la gauche depuis 1789. Il se définit comme bonapartiste et voue littéralement un culte à Poutine. Cet ex-militaire, recyclé dans les affaires et devenu aussi analyste politico-stratégique vit en Russie, il présente la caractéristique de ne pas pouvoir blairer Macron, les mondialistes de Davos, les néolibéraux, la droite conservatrice et l'extrême droite, ce serait une sorte de gaulliste attardé, dont la marge de manœuvre est réduite à néant ou au rôle de spectateur impuissant de l'histoire qui se déroule sous ses yeux, ce qui est particulièrement frustrant.

Dans le cadre de ses activités professionnelles en tant que conseiller auprès de grandes entreprises commerciales et financières internationales installées en Russie, quels que soient ses états d'âme ou l'évolution de l'opération militaire lancée par Poutine en Ukraine, il ne peut pas se permettre de fournir des informations erronées ou des analyses foireuses sous peine de perdre tout crédit auprès

de ses clients, bref, de perdre son boulot tout simplement, contrairement à la multitude d'abrutis qui interviennent dans les réseaux sociaux et diffusent des fausses informations ou les médias alternatifs, qui la plupart du temps sont plus occupés à manipuler la réalité pour satisfaire les attentes de leurs lecteurs ou leur livrer ce qu'ils ont envie de lire, voir ou entendre pour ne pas les perdre, plutôt que servir et partager la vérité des faits qui est sacrifiée.

Ma démarche n'a rien d'étrange ou d'extraordinaire, elle est tout simplement paradoxale, tout comme peuvent l'être beaucoup de choses à notre époque, à toutes les époques peut-être, quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit qu'en réalité on ne fait que se servir de notre ennemi pour servir notre cause, il faudrait être idiot pour ne pas en profiter, non ?

Dès lors que rien ne peut altérer nos intentions ou nous détourner de nos objectifs politiques, on peut tout se permettre ou presque. Cependant, j'ai bien conscience que ce n'est pas donné à tout le monde, c'est la raison pour laquelle il m'arrive de reproduire des infos sans fournir leurs sources, pour protéger les lecteurs en quelque sorte, car certains sont vulnérables ou facilement influençables bien que généralement ils prétendent le contraire.

J'ai constaté au cours de l'expérience que j'ai acquise depuis de longues années en discutant avec un tas de personnes d'horizons politiques très divers, que ceux qui condamnaient la démarche dont je viens de vous parler, étaient en général les plus bornés, les plus superficiels, et la plupart du temps les plus hypocrites, menteurs, les plus malhonnêtes et sournois qui soient, donc partant de là je ne voyais pas ce qu'ils pourraient m'apporter et j'estimais qu'ils n'étaient pas plus fréquentables que le personnage que je vous ai présenté. C'est triste à dire de personnes qui en apparence étaient plus proche de moi ou de ma famille politique, mais qu'est-ce que vous voulez que je vous dise, je ne vais tout de même pas me mettre à vous raconter des histoires, n'est-ce pas ?

- La servitude, c'est vivre comme on ne le veut pas. (Aristote - Les politiques)

Et 23 siècles plus tard on en est encore là, hélas ! Cela devrait nous inciter à faire preuve d'un peu de modestie ou à réfléchir à deux fois avant de s'exprimer, surtout sur quelque chose qu'on n'a pas étudiée ou qu'au premier abord on ne connaît pas.

Au XVIe siècle, La Boétie précisera, la servitude volontaire, par ignorance, confort ou conformisme, histoire qu'on comprenne bien que le processus historique qui présidait au destin des peuples était inconscient.

A leur tour Marx et Engels préciseront, qu'il devait en être ainsi aussi longtemps que les hommes ne seraient parvenus à inventer et développer les moyens de leur propre émancipation du règne de la nécessité, qui a force de loi suprême chez l'espèce animale, avec laquelle les hommes n'ont manifestement pas rompu si on en juge par l'actualité politique et sociale internationale, n'est-ce pas ?

On vécut dans l'obscurité tout au long du XXe siècle contrairement aux apparences révélatrices mais aussi trompeuses, qu'incarna magistralement le trait de lumière et de génie que fut la révolution russe de 1917, qu'après coup on aurait dû caractériser d'anachronisme dans l'océan d'inconscience qui dominait le monde, bien qu'elle nous montrait la voie à emprunter pour conquérir notre émancipation, on échoua à la caractériser ainsi, et du coup à en retenir les enseignements si précieux pour notre combat politique.

Bien que les conditions matérielles aient été réunies pour avancer sur la voie de notre émancipation, à aucun moment nous ne parvîmes à en tirer profit pour renouer avec ces enseignements ou plutôt

avec la méthode du matérialisme dialectique, au point de céder à la confusion extrême à laquelle nous assistons aujourd'hui, qu'illustrent les analyses et les positions adoptées par ceux qui parlent en notre nom à gauche ou à l'extrême gauche sur la mystification climatique, sanitaire et le conflit armé entre l'OTAN et la Russie sur le territoire ukrainien.

Il faut toutefois préciser ou rappeler que les conditions indispensables pour franchir une étape décisive sur la voie de notre émancipation qu'incarne une révolution politique et sociale, n'ont jamais vraiment été réunies en France, du fait qu'elles nécessitent une gigantesque crise sociale frappant violemment l'ensemble des couches de la classe ouvrière et des classes moyennes, dont une grande partie est réduite au chômage et à la pauvreté ou à la misère, et la paralysie ou l'effondrement du pouvoir politique rejeté par les masses, hormis les courtes périodes de l'après-guerre 14-18 et 39-45 au cours desquels l'absence d'un véritable parti ouvrier socialiste ou communiste fit défaut, par conséquent il fut impossible d'avancer dans cette voie, et par la suite on fut incapable de construire ce parti, les masses et le mouvement ouvrier étant livrés à des imposteurs ou des traîtres.

Si la nature des rapports sociaux n'ont pas changé depuis l'avènement du capitalisme, en revanche la répartition du capital en fonction des différents secteurs économiques a connu d'importantes modifications, leur poids dans l'économie et dans la société ont évolué en fonction des nouveaux besoins qui allaient être créés au cours du XXe siècle et plus particulièrement depuis une cinquantaine d'années, parmi lesquels ceux liés au divertissement et à la communication destinés à la population en général et qui seraient accessibles à tous ou presque.

Ces moyens de communication, dont la multiplication des chaînes de télévision et de radio, et plus récemment Internet avec la multiplication des blogs ou portails et les réseaux dits sociaux, devaient permettre à la population d'être mieux informée sur le monde dans lequel elle vivait, donc favoriser sa prise de conscience du fonctionnement de la société, théoriquement seulement comme on peut le constater quotidiennement, car en réalité ils n'ont jamais été conçus à cette fin, contrairement à ce que les naïfs ont imaginé, estimant à tort qu'ils allaient servir la démocratie, alors que c'est exactement le contraire que leurs concepteurs et les autorités politiques avaient en tête et qui allait se produire.

Alors à quoi devaient-ils servir ? A faire en sorte que les masses deviennent les propres instruments de leur servitude ou œuvrent inconsciemment à leur propre perte, les transformant en autant d'agents manipulés ou légions fanatisées plus ou moins anonymes au service de l'oligarchie et porte-parole de son nouvel ordre mondial totalitaire, en ennemis de la démocratie, de la liberté et du socialisme.

Chacun a pu constater au cours des deux dernières années écoulées à quel degré de conditionnement les masses pouvaient parvenir grâce en grande partie à ces moyens de communication, parce qu'elles étaient déjà corrompues par le capitalisme et son idéologie, car il existe toujours une base matérielle (ou des rapports sociaux) à l'origine tout comportement dans la société, ce que la plupart ou pratiquement tous ignorent hélas !

Cela révèle et signifie que les masses se sont détournées de toutes les organisations et de tous les médias dits alternatifs qui leur proposaient des analyses différentes de la situation. Quant aux éléments les plus avancés ou conscients qui appartiennent à différentes classes de la société et qui se sont tournés vers ces organisations ou ces médias, ils n'ont pas pu se fédérer ou se rassembler pour servir de contrepoids à la propagande officielle, dans la mesure où ils étaient eux-mêmes en proie à une grande confusion, du fait qu'en refusant de rompre avec le système capitaliste et ses institutions,

ils se condamnaient à reproduire leurs contradictions, ce qui devait les conduire fatalement à l'impuissance, à perpétuer leurs divisions jusqu'à la dislocation finale.

Si je vous dis que c'est leur refus d'adopter le socialisme qui en est la cause, vous allez m'accuser de vous raconter des histoires ou d'être demeuré un épouvantable dogmatique, désolé, je n'ai pas trouvé d'autres explications.

A l'évidence, les hommes ou plus précisément les exploités et les opprimés ne sont pas encore parvenus à construire l'instrument indispensable pour conquérir leur émancipation du règne de la nécessité, le parti politique qui leur fait tant défaut aujourd'hui, à se doter de dirigeants qui auraient assimilé que *"la dialectique n'est pas autre chose que la science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée."* (Friedrich Engels (1878) : Anti-Dühring)

C'est je crois une des clés les plus importante pour résoudre le problème auquel est confronté la civilisation humaine. Trotsky avait affirmé dans les années 30, que pour réaliser dans l'avenir une révolution socialiste les choses seraient beaucoup plus compliquées que dans le passé, parce que cela nécessiterait forcément que les masses aient acquis au préalable un niveau de conscience incomparablement supérieur à celui qu'avaient nécessité les révolutions antérieures.

Si ma mémoire qui est fort mauvaise ne me trahit pas ou ne pas dire une bêtise, je crois me souvenir qu'il n'avait pas insisté sur les raisons pour lesquelles il était parvenu à ce diagnostic ou à émettre cette hypothèse, mais on peut les deviner assez facilement 85 ou 90 ans plus tard, j'ai eu l'occasion de les évoquer à de nombreuses reprises dans mes causeries. On peut citer notamment l'amélioration considérable de la condition ouvrière qui ne favorise pas vraiment le combat politique pour un changement de régime, mais privilégie le parlementarisme bourgeois, la collaboration de classes, l'implication des masses dans le fonctionnement des institutions par le biais du suffrage universel conduisant à leur subordination croissante aux institutions au détriment de la rupture avec ces institutions et du socialisme, l'émergence d'une vision déformée du capitalisme et de ses institutions auquel les masses vouent finalement un culte au détriment de leur lutte de classe dans laquelle seule une minorité s'engage et s'organise, la dégénérescence et la neutralisation du mouvement ouvrier contrôlé par la social-démocratie passé du côté de la réaction et par les staliniens permettant aux capitalistes d'aller toujours plus loin dans l'exploitation et l'oppression des masses réduites à l'impuissance, etc.

On peut observer quotidiennement à quel point ces 3 ou 4 facteurs sont omniprésents et influencent le cours ou l'orientation de la société, dont le pendant politique se caractérise par l'inexistence d'un véritable parti (et internationale) ouvrier révolutionnaire.

En Complément pour emmerder ceux qui détiennent la vérité en otage.

Un entretien avec Christine Deviers Joncour

[- Cliquez ici](#)

En complément, on comprend pourquoi les imposteurs de gauche sont haïssables.

1,5%, c'est encore trop, 0 c'est mieux.

Présidentielle : Anne Hidalgo change de stratégie et tape sur Jean-Luc Mélenchon - europe1.fr 14 mars 2022

Anne Hidalgo a décidé d'orienter ses critiques vers Jean-Luc Mélenchon, son principal concurrent à gauche. En effet, sa chute à 1,5 % dans les sondages est due au vote utile à gauche, qui favorise le candidat insoumis, seul en capacité d'accéder au second tour.

Discréditer Jean-Luc Mélenchon aux yeux des électeurs de gauche, c'est l'ultime chance de la maire de Paris pour remonter au-dessus des 5%, seuil de remboursement des frais de campagne. En effet, la candidate du PS doit impérativement atteindre ce résultat pour espérer sauver le parti socialiste de la faillite.

Un haut cadre affirme : "À moins de 5% on n'est pas remboursé et on n'aura pas de député... Donc on est mort." europe1.fr 14 mars 2022

LVOG - Le cadavre du PS bouge encore, celui du PCF aussi ?

- Selon un sondage Ifop-Fiducial pour Paris Match, LCI et Sud Radio, Anne Hidalgo ne convainc pas les électeurs des classes populaires et surtout les jeunes, avec 0% chez les moins de 24 ans. parismatch.com 16 mars 2022

Quand un porte-parole du wokisme et de la cancel culture s'en prend à l'école.

Présidentielle: Jadot n'exclut pas de réduire la durée des vacances scolaires en cas d'élection - BFMTV 17 mars 2022

Le candidat écologiste à la présidentielle, Yannick Jadot, n'exclut pas de "réduire la durée des vacances" scolaires et de "revoir les obligations de service des enseignants", dans une interview à La Croix publiée mercredi soir.

Selon l'eurodéputé, "il faut mieux articuler et équilibrer dans la journée les savoirs fondamentaux (lire, écrire, compter) et consacrer plus de temps aux savoirs pratiques, à la nature, à la culture, aux sports, aux travaux manuels". BFMTV 17 mars 2022

Un analyste financier s'inquiète...

Lu - Les révolutions naissent souvent d'un grand mécontentement latent, et il est très fort. D'un ressentiment conséquent. Il l'est. D'une frustration trop longtemps rentrée. C'est le cas.

Mais pour que l'explosion finale ait lieu il faut un détonateur.

Historiquement, c'est toujours le même.

Le pain, la brioche et la famine.

Quand les gamelles se vident, quand les estomacs crient famine, alors, la France explose.

Cette période inflationniste a intérêt à être très bien traitée par le gouvernement qui ne prend pas la mesure de la situation.

Partout, les gens cessent de travailler car travailler n'est plus rentable, car se déplacer est trop coûteux. Produire n'est plus rentable.

LVOG - La haine farouche du peuple envers le régime en place et tout ce qu'il incarne, gronde, va aller en s'amplifiant, l'heure de la confrontation générale qui sera d'une extrême violence approche, nous la souhaitons ardemment, faire table rase du passé devient chaque jour qui passe une nécessité de plus en plus impérieuse, urgente...

En complément avec Twitter.

Vers un soulèvement général insurrectionnel ?

- Grève nationale et illimitée des camionneurs en Espagne contre la flambée du prix des carburants. Depuis lundi des milliers de routiers de petites et moyennes entreprises ont sorti les gilets jaunes et bloquent autoroutes, ports et plateformes logistiques dans le pays.

- Des salariés du BTP et des agriculteurs bloquent la raffinerie de Lespinasse près de Toulouse contre l'explosion du prix des carburants.

- Opération escargot des agriculteurs sur l'A62 avant de rejoindre le blocage de la raffinerie de Lespinasse près de Toulouse où les agriculteurs comptent passer la nuit. Des professionnels multiplient les actions ces derniers jours contre la flambée des prix des carburants.

- Action coup de poing des agriculteurs devant la préfecture du Lot-et-Garonne à Agen contre la flambée du prix des carburants. (Radio Cool Direct)

- Blocage des dépôts pétroliers pour la deuxième journée à Brest et Lorient par des pêcheurs, agriculteurs et salariés du BTP contre la flambée du prix des carburants. Le dépôt de Vern près de Rennes est lui aussi bloqué depuis hier soir et celui de La Rochelle depuis ce matin.

- Plus de 200 CRS et gendarmes, un canon à eau ainsi qu'un hélicoptère de la gendarmerie déployés pour lever le blocage du dépôt pétrolier de Vern près de Rennes ce soir...

- Le dépôt pétrolier de Lorient débloqué par les gendarmes ce soir alors que les stations services bretonnes commencent à avoir des pénuries. À Brest les professionnels ont mis en place des barricades autour du dépôt pour empêcher de se faire déloger.

- Des transporteurs, agriculteurs et citoyens bloquent depuis trois heures du matin la plateforme logistique Clésud à Miramas qui alimente de très nombreuses grandes surfaces du Sud de la France contre la flambée du prix des carburants.

INTRODUCTION

Macron en quête de légitimité ?

Présidentielle : Macron en tête des intentions de vote chez les personnes LGBT, selon un sondage - BFMTV 15 mars 2022

Le président de la République recueille 22% des intentions de vote au premier tour, selon une enquête de l'Ifop pour le magazine Têtu. BFMTV 15 mars 2022

LVOG - Le régime est-il décomposé à ce point-là ? Il faut croire, non ?

En complément.

Twitter - Le litre de gazole a pris 80 centimes en un an pour atteindre 2,20€aujourd'hui.

Sur ces 80cts, 45 arrivent dans les poches de l'Etat (56% de taxe) et le gouvernement voudrait nous faire croire qu'ils nous font une "*remise carburant*" à quelques jours de la présidentielle ?

Où a-t-on entendu cela le 13 mars 2022 ?

- "*S'il y a des violences, ça sera la responsabilité de l'Etat. En sept ans, rien n'a avancé, et en sept jours de violences, les choses ont bougé. La violence est nécessaire*".

Réponse : En Ukraine, non, en France, en Corse, à croire que ce sont les mêmes régimes.

La manifestation en soutien d'Yvan Colonna a viré à "l'émeute" à Bastia - francesoir.fr 13 mars 2022

AFP - Après une heure, de défilé au cri de "Etat français assassin", la manifestation en soutien à Yvan Colonna dimanche à Bastia a viré à "l'émeute", selon le procureur de Bastia, avec un bilan final de 67 blessés dont 44 membres des forces de l'ordre.

"Des émeutes ont lieu à Bastia depuis 16h30", a expliqué à l'AFP en début de soirée le procureur de la République de Bastia, Arnaud Viorner, "et les violences se poursuivent".

"Un incendie a été déclenché à l'hôtel des impôts" par les émeutiers avant d'être éteint par les pompiers, a-t-il ajouté.

La manifestation, partie à 15h00 sous une pluie fine et froide du palais de justice, s'était auparavant déroulée dans le calme. Le slogan "Statu Francese Assassinu", repris par les milliers de participants --7.000 selon les autorités,12.000 selon les organisateurs--, traduisait cependant la tension dans l'île depuis le 2 mars et l'agression de l'ancien berger à la prison d'Arles (Bouches-du-Rhône), qui l'a plongé dans le coma.

"Liberta, Liberta !": capuches sur la tête pour les plus jeunes, parapluie pour les plus âgés, toutes les générations étaient représentées dans une foule sur laquelle flottaient de nombreux drapeaux frappés de la tête de Maure, ainsi que des banderoles portant le visage de Colonna.

La colère a débordé dès l'arrivée du cortège à la préfecture à 16h00, avec des échauffourées entre les forces de l'ordre et "300 manifestants encagoulés", selon les autorités, vêtus de noir et pour certains équipés de masques à gaz, ont constaté des journalistes de l'AFP.

"Ne filmez pas, salauds de Français": pour certains, la présence des journalistes sur place n'était visiblement pas souhaitée.

Gaz lacrymogènes et canons à eau d'un côté, cocktails molotov, bombes agricoles et cailloux récupérés sur les voies ferrées de l'autre: à 20h00, "les attaques se poursuivaient dans différents secteurs du centre-ville de Bastia, avec une violence extrême", avait précisé la préfecture, selon qui des "émeutiers" auraient tiré "à de nombreuses reprises à la carabine à plomb" sur des membres des forces de l'ordre.

Ces heurts ont duré jusqu'à 22h30, selon le dernier communiqué de la Préfecture, qui avait appelé "la population du centre-ville de Bastia à éviter de sortir de chez elle".

Chez les manifestants, tous ne cautionnaient pas ces violences: "La manifestation c'était bien, tranquille, (...) il ne faut pas retenir que les débordements", a insisté Dominique Mannucci, 50 ans, auprès de l'AFP.

De fait, l'appel officiel à la manifestation était sobre, demandant "la vérité et la justice pour Yvan, la liberté pour les patriotes et la reconnaissance du peuple corse".

Pour Gilles Simeoni, président autonomiste du conseil exécutif de Corse et ancien avocat d'Yvan Colonna, "il faut aller aujourd'hui au-delà des slogans".

"La colère et l'indignation s'expriment", a-t-il concédé auprès de l'AFP, pendant la marche: "Mais ce qui compte, c'est que le peuple corse tout entier est mobilisé contre l'injustice, l'exigence de vérité et au-delà pour une véritable solution politique" entre l'Etat et la Corse.

Pour Marité Costa, 58 ans, cette colère s'explique: "On dit +les jeunes, c'est des casseurs+, mais c'est pas des casseurs, ils se battent pour un idéal. C'est grâce à eux que ça a bougé".

La quinquagénaire fait référence à la décision du Premier ministre Jean Castex de lever le statut de "détenu particulièrement signalé" (DPS) de Pierre Alessandri et Alain Ferrandi, deux autres membres du "commando Erignac" encore détenus sur le continent. Statut qui bloquait le rapprochement des trois hommes dans une prison corse.

"C'est trop tard! Les Corses ne sont pas dupes. On se fout de notre gueule", a estimé Antoine Negretti, 29 ans. "S'il y a des violences, ça sera la responsabilité de l'Etat. En sept ans, rien n'a avancé, et en sept jours de violences, les choses ont bougé. La violence est nécessaire".

"Ce n'est qu'un petit pas, on souhaite plus d'avancées, de dialogue, la reconnaissance de notre peuple", a insisté Lelia Beretti, 27 ans.

La découverte juste avant la manifestation d'un stock d'environ 300 cocktails molotov avait déjà indiqué l'ambiance, malgré de nombreux appels au calme ces dernières 48 heures.

"Si l'émotion est légitime, elle ne peut et ne doit conduire à la violence", avaient ainsi estimé quelque 60 maires et élus de Haute-Corse dans une motion. AFP 13 mars 2022

LVOG - Contre la violence soi-disant légitime de l'Etat, il arrive un moment où seule la violence est légitime pour faire valoir nos droits, sinon on se résigne au sort que nous impose l'Etat.

Massacre au Yémen. Dans l'indifférence générale ou deux poids deux mesures.

A mettre au compte des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Arabie saoudite allié d'Israël.

- Selon un rapport de l'ONU publié en novembre 2021, depuis 2014 la guerre au Yémen a fait près de 380 000 morts, dont une grande majorité en raison des conséquences indirectes des combats, comme le manque d'eau potable, la faim et les maladies, plus de 10 200 enfants ont été tués ou blessés, plus de 2500 écoles ont été détruites.

Vidéo :

[- Cliquez ici](#)

LVOG - Les Etats à l'origine de ce massacre de masse n'ont fait l'objet d'aucune condamnation internationale, aucune censure, aucun boycott, aucun blocus économique, aucune exclusion d'institutions internationales, en toute impunité.

La guerre en Ukraine en cache une autre : des enfants en sont victimes au Yémen - lemediaen442.fr 15 mars 2022

L'Arabie saoudite, client et ami de la Macronie

L'Arabie saoudite a exécuté 81 hommes au cours des dernières 24 heures, dont sept Yéménites et un Syrien, accusés notamment d'«allégeance à des organisations terroristes étrangères» et de «croyances déviantes», a déclaré l'agence de presse d'État Saudi Press Agency. Ce nombre d'exécutions éclipse les 67 exécutions dans le royaume en 2021 et les 27 en 2020.

Macron vend des d'armes... si elles ne font pas de mal aux civils

Malgré le Traité qu'elle a signé, la France a livré pour 1,379 milliard d'euros de matériels de guerre à l'Arabie saoudite et pour plus de 287 millions d'euros aux Emirats arabes unis. Le 9 mai 2019, Emmanuel Macron a dit «assumer» la vente d'armes françaises à l'Arabie saoudite, assurant avoir la «garantie» qu'elles «n'étaient pas utilisées contre des civils» au Yémen.

Un enfant de moins de 5 ans meurt toutes les 9 minutes au Yémen

Les 13 000 Ukrainiens russophones tués depuis 2014 par l'armée de Kiev, vous n'en avez pas entendu parler. Alors, bien entendu, les 47 enfants tués ou mutilés en janvier et février dans la guerre au Yémen, non plus. Pourtant le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) l'a publié, mais les médias n'ont rien relayé et les gouvernements encore moins. Depuis le début du conflit plus de 10 200 enfants ont été tués ou blessés, plus de 2500 écoles ont été détruites, occupées pour des besoins militaires ou utilisées comme refuge pour les déplacés. Selon un rapport de l'ONU publié en novembre 2021, la guerre a fait près de 380 000 morts, dont une grande majorité en raison

des conséquences indirectes des combats, comme le manque d'eau potable, la faim et les maladies. La guerre au Yémen oppose depuis 2014 les Houthis, soutenus par l'Iran, aux forces gouvernementales, appuyées depuis 2015 par une coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite et à laquelle participent les Emirats arabes unis. Près de 80% des 30 millions d'habitants dépendent de l'aide humanitaire.

Une guerre au Yémen ?

Sur un site du service public on trouve au premier plan « Guerre en Ukraine : comment aider les Ukrainiens depuis la France ? » En cherchant le mot Yémen sur le même site, on ne trouve que « Informations complémentaires : L'ambassade de France au Yémen est fermée ». Le site du ministère des Affaires étrangères https://lannuaire.service-public.fr/ambassades/ambassade-ou-mission-diplomatique_172375 mentionne « Risque élevé d'assassinat et d'enlèvement ». Passer ses vacances au Yémen est donc fortement déconseillé.

Comment se porte la population ?

La population ? le ministère des Affaires étrangères y reste totalement étranger. Quelle différence avec la population ukrainienne — non russophone — qui doit obligatoirement être soutenue contre les descendants des communistes soviétiques ! Une fois de plus le deux poids, deux mesures, que ce soit par l'appel à l'émotion ou par le silence la communication institutionnelle est totalement manipulée.

À se fier aux ministères français, au Yémen, ce n'est pas un problème humanitaire, mais politique : « La France condamne fermement les tirs de missiles revendiqués par les Houthis contre le territoire émirien et le territoire saoudien les 23 et 24 janvier, qui interviennent après les attaques houthies du 17 janvier dernier sur Abou Dabi. La France réitère son soutien aux Émirats arabes unis et à l'Arabie saoudite et son attachement à leur sécurité et à la stabilité régionale. » La France prend donc partie dans la guerre au Yémen. En l'occurrence, quelle coïncidence ! il s'agit des clients de son industrie d'armement. lemediaen442.fr 15 mars 2022

[L'inde est une décharge à ciel ouvert, bientôt ce sera le tour de la France entière régie par un régime de terreur et de délation !](#)

Tri des déchets: le compost va devenir obligatoire en 2024 - francesoir.fr 15 mars 2022

Le tri des déchets organiques en France deviendra obligatoire pour les professionnels, les collectivités locales, les industriels et les particuliers à partir du 31 décembre 2023, par le biais de la loi anti-gaspillage 2020. Il faudra donc posséder une solution pour trier les épluchures de fruits et légumes et les restes des repas. « Le compostage est un levier majeur pour réduire à la source nos déchets », explique l'association Zero Waste France.

S'il est impossible de posséder votre propre composteur, vous pourrez vous tourner vers les composteurs collectifs ou partagés, qui sont déjà installés dans certaines zones. Actuellement, quatre millions de Français utilisent le système du compostage chez eux. francesoir.fr 15 mars 2022

LVOG - Tu n'as déjà pas de fric pour bouffer à ta faim, régler tes factures ou vivre décemment, on s'en contrefout, tu te démerderas pour trouver et acheter un composteur... ou faire un détour pour aller balancer discrètement tes ordures ici ou là. Vous aurez compris que dans ces conditions chacun

sera amené à : soit continuer de foutre ses ordures dans la poubelle comme d'habitude sans les trier, soit à s'en débarrasser n'importe où à la première occasion.

TOTALITARISME ET RÉGRESSION DANS TOUS LES DOMAINES

Le capitalisme est nuisible à toutes les espèces et à notre planète

Les néonicotinoïdes seront à nouveau autorisés en 2022 - francesoir.fr 15 mars 2022

Publié le 1er février 2022 au Journal Officiel, un arrêté autorise les néonicotinoïdes sur les semences de betteraves sucrières en 2022. Ces produits sont pourtant interdits depuis 2018.

Surnommés les tueurs d'abeilles, ils sont pointés du doigt pour leurs effets nocifs sur la biodiversité. Malgré tout, les producteurs ont obtenu une nouvelle dérogation d'une durée de 120 jours pour protéger leurs récoltes de la jaunisse.

Une toxicité pourtant avérée

Utilisés dans l'agriculture pour la protection des plantes contre les insectes parasites, les néonicotinoïdes sont des neurotoxiques. Ils affectent principalement le système nerveux central des insectes. Ils sont donc extrêmement efficaces pour lutter contre la prolifération des pucerons sur les cultures. Ces insecticides sont pourtant particulièrement néfastes pour les pollinisateurs et interdits en Europe depuis 2018.

Une étude menée par l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) a démontré qu'une faible quantité de ces produits pouvaient décimer une colonie entière d'abeilles.

LVOG - La même méthode mafieuse à l'œuvre qu'avec le covid-19 et l'obligation vaccinale sans justification scientifique.

2020 est une année catastrophique en termes de rendement pour les producteurs de betteraves avec des pertes allant jusqu'à 30 %. Et les récoltes sont à leur plus faible niveau depuis 30 ans.

En 2021, pour soutenir la filière, l'État approuve un projet de loi permettant la réintroduction des néonicotinoïdes jusqu'en 2023. Et des dérogations temporaires sont accordées aux betteraviers pour faire face aux pertes importantes.

En novembre 2021, une campagne de prélèvements menée par l'Institut technique de la betterave (ITB) a démontré que le risque de contamination était négligeable pour l'année 2022. Seuls sept prélèvements sur 267 parcelles se sont révélés positifs.

L'argumentaire du gouvernement, représenté par la ministre de la Transition écologique Barbara Pompili et le ministre de l'Agriculture Julien Denormandie, repose aussi sur des prévisions et des simulations météorologiques saisonnières.

Dans un communiqué du 25 février, les juges administratifs ont indiqué que « le risque d'une infestation massive de pucerons porteurs de maladies est réel et sérieux. »

Jacques Caplat, agronome et secrétaire général d'Agir pour l'environnement ne peut que dénoncer cette décision. Il indique « le gouvernement nous noie sous des documents de référence pour faire croire que leurs décisions sont basées sur des données scientifiques. » francesoir.fr 15 mars 2022

Ils vous massacreront à petit feu...

Une quatrième dose de vaccin annoncée sans aucune étude achevée - francesoir.fr 15 mars 2022

« Je ne comprends pas trop, la France va commencer à administrer une 4^e dose de vaccin aux plus de 80 ans alors que, je cite, les études sur la 4^e dose de rappel et sur l'injection spécifique à l'omicron sont toujours en cours », s'interroge Christine Cotton, biostatisticienne et auteur d'un rapport d'expertise méthodologique dans lequel elle a dénoncé les nombreux biais et les informations toujours manquantes.

« Pfizer soumettra bientôt aux régulateurs américains des données sur une quatrième dose de son vaccin Covid-19 », a déclaré le président-directeur général Albert Bourla.

« Les résultats semblent encourageants », a déclaré M. Bourla lors d'une interview accordée à l'émission "Balance of Power With David Westin" de Bloomberg Television, précisant que Pfizer doit encore recueillir davantage d'informations.

L'émergence de nouveaux variants, de sous-variants et l'augmentation du nombre de cas dans de très nombreux pays qui ont fortement vacciné soulèvent de plus en plus de questionnements concernant l'usage et l'efficacité des vaccins, tandis que de nombreux scientifiques dénoncent des rappels vaccinaux élaborés à partir d'une protéine Spike obsolète (car issue de la souche sauvage de Wuhan disparue depuis bientôt deux ans) qui pourrait agir de manière inverse à ce qui est attendu. En effet, les personnes infectées par ces nouveaux variants développeraient potentiellement des formes plus sévères ou létales de la maladie, notamment depuis que les épitopes facilitants ont été mis en évidence. francesoir.fr 15 mars 2022

Ils vous mentent et vous empoisonnent délibérément, les preuves.

LVOG - Il faudrait ajouter : En toute impunité et ils s'en vantent...

"N'achetez pas" : ce produit dans le collimateur de 60 millions de consommateurs - Yahoo 16 mars 2022

Rappel de produit : ce fromage râpé ne doit plus être consommé - Yahoo 16 mars 2022

Si vous avez ces glaces dans votre congélateur, jetez-les, elles sont dangereuses - Yahoo 16 mars 2022

Nestlé est la multinationale de la malbouffe, Drahi celle de l'information

LVOG - Il y en a encore pour caractériser le régime dictatorial de Macron de démocratie, passons.

Idriss Aberkane : Altice, la grande menace sur la démocratie française - lemediaen442.fr 14 mars 2022

Nestlé a été condamnée 94 fois depuis 2000. Ses marques écrans sont partout : S. Pellegrino, Vittel, Perrier, Contrex, KitKat (présentes dans les manifestations sportives, etc.). Une autre multinationale voyou, Altice, qui appartient à Patrick Drahi (58 % des parts), domine l'information. Ses sociétés SFR et Numéricable sont parmi les entreprises les plus redressées par le ministère des Finances. Les médias d'Altice concernent un bien intellectuel, mais tout aussi polluant pour l'esprit que la malbouffe pour le corps. Dans les deux cas, un bien public est fourni par l'État puis vendu par le privé avec une énorme marge. De la même façon que l'eau du robinet est vendue en bouteilles avec une marge de plus de mille fois son coût, l'information — un bien public — est transformée et réduite par les marques écrans de Altice (L'Express, Libération, BFMTV, RMC, SFR, Numéricable).

Les banques vous disent quoi penser

SFR et Numéricable financent les médias, qui perdent de l'argent, mais l'objectif, lui, est rentable : influencer les élections. Altice est une multinationale surendettée. Créée en 2001 elle a accumulé 50 milliards d'euros de dette avec 3 milliards par an d'intérêts à rembourser. Sa capitalisation boursière n'est que de 7 milliards à la bourse des Pays-Bas. Sur le plan comptable elle dépend des banques qui l'utilisent dans leur lutte contre la démocratie.

Les banques vous disent qui élire

Sans le groupe Altice et sans le groupe LVMH qui, lui, détient Le Parisien et Les Échos — il est le plus gros annonceur de France, ce qui lui permet de faire pression sur n'importe quel journal —, la Macronie n'existe pas. Bernard Mourad, un temps patron du pôle presse d'Altice, a rejoint l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron à un moment où le futur président n'avait le soutien d'aucun parti établi et d'aucune base militante. Le rachat de Libération par Altice a fini par faire taire Arnaud Montebourg qui, en 2014, n'avait pas de mots assez durs contre Drahi avec ses cascades de sociétés écrans, ses holdings d'optimisation fiscale entre le Luxembourg, Guernesey et les Pays-Bas, sa large présence dans les Panama Papers (dont aucun des médias qu'il détient n'a parlé, sinon pour le soutenir).

Qui est Patrick Drahi ?

Résident suisse et propriétaire d'une holding à Guernesey, Drahi possède les nationalités marocaine, portugaise et israélienne, mais a renoncé à la nationalité française. Tyrannique avec ses journalistes (« Dans mon groupe, c'est moi qui pose les questions, pas mes salariés »), mauvais payeur, tel est son mode de gestion des entreprises qu'il achète grâce à l'endettement. Toutes les sociétés de Patrick Drahi devraient être mises en redressement judiciaire. Les banques, qui les maintiennent artificiellement en vie, en sont les véritables propriétaires qui s'en servent pour diriger la vie politique. L'absence de pluralisme de l'information empêche toute liberté de penser et de débattre. Comme Nestlé détient un monopole de la malbouffe, Altice et ses médias détiennent le monopole de la vérité. Que faire ? lemediaen442.fr 14 mars 2022

LVOG - Après avoir affirmé en préambule qu'on serait en démocratie, il est logique que cette question demeure sans réponse, et il en ira toujours ainsi pour tous ceux qui ne veulent pas adopter le socialisme, la seule alternative au capitalisme.

DOSSIER UKRAINE

Quelques articles

Identité numérique obligatoire en Ukraine, avec vaccination obligatoire, pour recevoir une « compensation de guerre »

[- Cliquez ici](#)

Cartes des installations militaires des États-Unis et de l'OTAN en Ukraine - (politikus.ru) reseauinternational.net 16 mars 2022

[- Cliquez ici](#)

Ce que personne ne vous a dit sur l'Ukraine et les journalistes

[- Cliquez ici](#)

Un journaliste adepte d'Adolf Eichmann appelle à la solution finale à la télévision ukrainienne.

Sur une chaîne ukrainienne, un journaliste appelle à « l'extermination des enfants russes » en citant Adolf Eichmann - lemediaen442.fr 16 mars 2022

Le journaliste Fakhrudin Sharafmal, présentateur de télévision de Channel 24, Ukraine, a déclaré le 12 mars 2022 qu'il était prêt à tuer personnellement tous les Russes. Non seulement les envahisseurs qui sont venus en terre ukrainienne, mais aussi tous les autres, ainsi que leurs enfants. Il se fonde sur une citation du criminel de guerre nazi Adolf Eichmann.

« J'aimerais citer Adolf Eichmann : “Pour détruire une nation, il faut d'abord tuer ses enfants. Parce que tuer leurs parents, leurs enfants grandiront et voudront peut être se venger. Mais en tuant les enfants, ils ne grandiront jamais et la nation périra.” » « Nous devons gagner. Et si cela signifie tuer toutes vos familles, je serai l'un des premiers à le faire. Gloire à la nation ! Nous espérons qu'une nation comme la Russie et les Russes ne resteront plus jamais sur cette terre. Parce qu'ils sont des parias qui infestent cette terre. Si les Ukrainiens ont la possibilité de trancher, tuer, d'étrangler les Moscovites (les Russes), j'espère que tout le monde y contribuera et tuera au moins un Russe. » lemediaen442.fr 16 mars 2022

[- Cliquez ici](#)

Evo Morales contre l'Otan - Réseau Voltaire 14 mars 2022

L'ancien président de l'État plurinational de Bolivie, Evo Morales, a dénoncé les pressions exercées par les États-Unis sur les chefs d'État latino-américains. Washington les pousse à prendre position contre Moscou.

Evo Morales a lancé un mouvement international contre l'Otan. Il a déjà rassemblé de nombreux syndicats en dénonçant les dangers que l'Alliance atlantique fait peser sur la paix mondiale. Réseau Voltaire 14 mars 2022

Le point de vue des autorités russes.

"La Russie n'a pas l'intention d'occuper l'Ukraine" Alexeï Mechkov, ambassadeur de Russie en France - francesoir.fr 15 mars 2022

La conférence de presse en intégralité, avec les questions de la presse

[- Cliquez ici](#)

Ukraine: isolée diplomatiquement, la Russie décide de claquer la porte du Conseil de l'Europe - BFMTV 16 mars 2022

La Russie a annoncé mardi qu'elle quittait le Conseil de l'Europe, garant de l'Etat de droit sur le continent mais que Moscou juge instrumentalisé par l'Otan et l'Union européenne, au 20e jour de l'invasion de l'Ukraine par les forces russes.

"Ceux qui nous forcent à prendre cette mesure porteront toute la responsabilité de la destruction de l'espace humanitaire et juridique commun sur le continent et des conséquences pour le Conseil de l'Europe lui-même, qui, sans la Russie, perdra son statut paneuropéen", a prévenu le ministère russe des Affaires étrangères.

Dans son communiqué, la diplomatie russe accuse les institutions du Conseil de l'Europe, y compris la CEDH, d'avoir été "systématiquement utilisées pour exercer des pressions sur la Russie et s'ingérer dans ses affaires intérieures". BFMTV 16 mars 2022

La Russie va sanctionner le président Biden, Hillary Clinton, William Burns, Hunter Biden... - lemediaen442.fr 16 mars 2022

Le ministère russe des Affaires étrangères a annoncé des sanctions personnelles contre le président américain Biden, ainsi que d'autres personnalités américaines. Le ministère a souligné qu'une telle décision est une contre-réaction au cours russophobe de la politique américaine actuelle, qui tente désespérément de maintenir l'hégémonie états-unienne.

« En réponse à une série de sanctions sans précédent interdisant, entre autres, l'entrée aux États-Unis de hauts responsables de la Fédération de Russie, depuis le 15 mars, le président Joe Biden, sur la base de la réciprocité, a été inscrit sur la liste d'interdictions russe, ainsi qu'un certain nombre de chefs de département et de personnalités américaines bien connues. »

Le ministère a souligné que cette décision est une contre-réaction à la russophobie du gouvernement américain actuel, qui tente désespérément de maintenir l'hégémonie américaine. « Dans un avenir proche, de nouvelles annonces suivront pour élargir la liste des sanctions en incluant de hauts responsables américains, des militaires, des législateurs, des hommes d'affaires, des experts et des journalistes qui sont russophobes ou qui contribuent à inciter à la haine envers la Russie et à l'introduction de mesures restrictives. »

Liste des personnalités visées par les sanctions russes :

Joseph Biden

Anthony Blinken – secrétaire d'État

Lloyd Austin – secrétaire à la Défense

Mark Milley – président des chefs d'état-major interarmées

Jacob Sullivan – assistant du président des États-Unis pour la Sécurité nationale

William Burns – directeur de la CIA

Jennifer Psaki – attachée de presse de la Maison-Blanche

Duleep Singh – assistant adjoint du président des États-Unis pour la Sécurité nationale

Samantha Power – directrice de l'Agence pour le développement international

Hunter Biden – fils du président des États-Unis

Hillary Clinton – ancienne candidate à la présidentielle américaine

Adewail Adeyemo – premier vice-ministre des Finances

Reta Jo Lewis – présidente du conseil d'administration de l'Export-Import Bank. lemediaen442.fr

16 mars 2022

Vue de la Chine.

La Chine et la Russie mettent en place un nouveau système financier mondial - Réseau Voltaire 16 mars 2022

La Communauté économique eurasiatique (Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Russie, Tadjikistan + Arménie pour certaines dispositions) et la Chine créeront un nouveau système économique et financier mondial dont ils fixeront les bases à la fin du mois de mars 2022.

Ce nouveau système devrait disposer d'une monnaie de référence dont le cours serait établi à partir d'un panier de monnaies des États membres fondateurs (donc dominé par le yuan chinois).

Il a été conçu par Sergey Glazyev (photo) et a pour objet de se substituer au système de Bretton Woods, après l'exclusion de la Russie à titre de « sanction » pour son opération contre les bandéristes [1] ukrainiens.

L'existence de deux systèmes économiques et financiers concurrents devrait marquer un coup d'arrêt à la globalisation et diviser le monde en deux. Réseau Voltaire 16 mars 2022

Note :

[1] « Israël abasourdi par les néo-nazis ukrainiens », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 8 mars 2022.

Les exportations chinoises vers la Russie explosent - chine-magazine.com 15 mars 2022

Sur les deux premiers mois de 2022, les ventes de la Chine vers son voisin russe ont bondi de 41,5% sur un an, sans que le détail des produits concernés ait été précisé. La Chine est le premier partenaire commercial de Moscou depuis 12 ans, selon le ministère chinois du Commerce.

La relation bilatérale est pourtant asymétrique, car la Russie n'est que le 18ème partenaire commercial de Pékin, d'après Jie Yu, spécialiste de la Chine à la Chatham House, un institut basé à Londres qui suit les relations internationales.

Cependant, la Russie est l'un des rares pays à dégager un excédent commercial avec la Chine. En 2021, la Chine a réalisé chez son voisin pour 79,3 milliards de dollars d'achats, soit 3% des importations chinoises, selon la banque ANZ. Ses ventes en Russie représentaient 67,6 milliards de dollars, soit 2% seulement du total des exportations chinoises.

Les hydrocarbures et des matières premières comme le bois et les métaux représentent l'essentiel des achats chinois. La Russie fournit à la Chine 16% de son pétrole, avec en moyenne 1,59 million de barils livrés chaque jour l'an dernier, selon ANZ.

Le gaz naturel russe représente 5% de la consommation chinoise, mais la Chine augmente progressivement ses volumes. En janvier 2022, Pékin et Moscou ont scellé un nouvel accord pour la fourniture de 10 milliards de m3 de gaz naturel à la Chine en provenance de l'Extrême-Orient russe. Les deux pays ont aussi plusieurs projets de gazoducs, dont le premier est entré en service en 2019.

De plus, la Russie est un « gros investisseur sur le marché obligataire chinois », selon ANZ, avec l'équivalent en yuans de quelque 140 milliards de dollars d'avoirs. À l'heure actuelle, « 17% des échanges entre la Chine et la Russie sont réglés en yuans », a affirmé l'analyste Julian Evans-Pritchard, du cabinet Capital Economics à l'agence de presse, Reuters. chine-magazine.com 15 mars 2022

La Chine pourrait s'intégrer un peu plus dans le capital des groupes énergétiques russes - chine-magazine.com 13 mars 2022

[- Cliquez ici](#)

La Chine met en place une loi contre les sanctions étrangères - chine-magazine.com 9 mars 2022

[- Cliquez ici](#)

Vue de l'Inde.

Malgré la guerre en Ukraine, l'Inde négocie avec Moscou l'achat de pétrole - Le Monde 17 mars 2022

Narendra Modi, qui refuse de condamner l'attaque russe contre l'Ukraine, ignore un peu plus les appels des Occidentaux à prendre ses distances avec Vladimir Poutine

L'information a été confirmée par deux ministres indiens. New Delhi est en discussion avec Moscou pour l'achat de pétrole brut à bon marché. L'Inde, qui s'était déjà distinguée de ses alliés occidentaux en refusant de condamner l'offensive de Vladimir Poutine en Ukraine et en s'abstenant au Conseil de sécurité des Nations unies lors d'une résolution condamnant l'opération, s'apprête peut-être à franchir un pas supplémentaire, alors que les Etats-Unis ont réitéré à plusieurs reprises leur souhait que le premier ministre, Narendra Modi, prenne ses distances avec la Russie.

Devant plusieurs médias, la ministre indienne des finances, Nirmala Sitharaman, avait affirmé, mercredi 9 mars, que la Russie a fait une « offre ouverte » à l'Inde pour la vente de pétrole brut à un prix réduit, mais que de nombreux éléments devaient encore être discutés. Lire aussi Article réservé à nos abonnés Boycott du pétrole russe : les Européens sous pression des Américains

Son collègue, Hardeep Singh Puri, le ministre du pétrole et du gaz naturel, a précisé devant la Rajya Sabha, la Chambre haute du Parlement, lundi 14 mars, que le gouvernement explorait « toutes les options possibles » dans le monde pour acheter du carburant moins cher. Il s'est entretenu avec le vice-premier ministre russe, Alexander Novak. « Des discussions sont en cours. Il y a plusieurs points qui doivent être examinés, comme la quantité de pétrole disponible en Russie ou sur de nouveaux marchés ou avec de nouveaux fournisseurs qui pourraient arriver sur le marché. Il y a également des questions relatives à l'assurance, au fret et à une foule d'autres questions, y compris les modalités de paiement. » Le Monde 17 mars 2022

LVOG – On comprend pourquoi les Américains ont déjà essayé de virer Modi, il n'est pas aussi malléable qu'ils le croyaient, à ce compte-là ils vont se rabattre sur le Parti du Congrès de Raoul Gandhi hyper corrompu.

C'est aussi dans l'Etat le plus peuplé de l'Inde, l'Uttar Pradesh dirigé par le parti de Modi, le BJP, que l'ivermectine et un kit comportant un antibiotique, de la vitamine D et du Zinc avaient été massivement distribués à la population ce qui avait permis de mettre fin à l'épidémie de covid-19 en quelques semaines, il y a fort à penser que les Américains n'ont pas du tout apprécié. Qui plus est, il y a quelques mois le BJP a remporté l'élection législative en Uttar Pradesh, et avec ses alliés dans trois autres Etats ou territoires. Du coup, bien que Modi ne soit pas vraiment notre tasse de thé, quand des Indiens le conspuent, à raison dans certains cas, à tort dans d'autres, je suis obligé de leur signaler que leur condition aurait été pire encore avec Raoul Gandhi, puisque c'est la vérité.

On nous rétorquera qu'un gouvernement ouvrier et paysan serait mieux, évidemment, mais franchement on se demande ce qu'il viendrait foutre là, compte tenu que les masses indiennes en sont à des années-lumière. Eh les gars, il faut redescendre sur terre et arrêter de porter des jugements à la con ou de vous livrer à des analyses qui n'ont absolument rien à voir avec la situation ou la réalité. Cette remarque dite à la légère, en apparence, est cependant très importante, car c'est en tenant le même raisonnement opportuniste ou gauchiste, qu'il y en a aujourd'hui qui concentrent leurs attaques sur Poutine ou la Russie plutôt que s'en prendre à Macron, à l'OTAN et au gouvernement néonazi de Kiev qui sont responsables de ce qui se passe actuellement en Ukraine.

[Confirmation. Sur la piste de la chauve-souris porteuse du Sars-CoV-2.](#)

Le Pentagone a expérimenté des coronavirus de chauve-souris en Ukraine - Réseau Voltaire 10 mars 2022

Lors de son briefing du 10 mars 2022, le porte-parole du ministère russe de la Défense, le général Igor Konashenkov, a précisé que les documents des laboratoires biologiques militaires US en Ukraine attestent que le Pentagone menait des « travaux sur les agents pathogènes des oiseaux, des chauves-souris et des reptiles, avec une nouvelle transition vers l'étude de la possibilité de transporter la peste porcine africaine et l'anthrax ».

Selon lui : « Dans les biolaboratoires créés et financés en Ukraine, comme le montrent les documents, des expériences ont été menées avec des échantillons de coronavirus de chauve-souris ».

En 2018, le responsable de la lutte biologique, chimique et nucléaire au ministère russe de la Défense, le général Igor Kirillov, avait posé la question de la similitude entre l'agent de la peste porcine russe et ceux retrouvés au Centre Richard Lugar sous le nom Georgie-2007.

En 2021, le ministère chinois des Affaires étrangères demandait une enquête sur le rôle du laboratoire militaire US de Fort Detrick dans l'épidémie de Covid-19.

Le 14 janvier 2022, la journaliste bulgare, Dilyana Gaitandzhieva, publiait des documents du Pentagone et du Centre Richard Lugar attestant que le laboratoire militaire US de Fort Detrick menait des expériences dangereuses en Géorgie et en Ukraine sur les soldats de ces deux pays.

Le 7 mars 2022, le ministère russe de la Défense rendait publique la présence en Ukraine de laboratoires militaires US.

Le 8 mars, le ministère chinois des Affaires étrangères demandait au Pentagone de s'expliquer sur les 33 laboratoires biologiques qu'il entretient sous divers noms dans 30 pays.

Le 9 mars, le département d'État lui répondait par communiqué : « Les États-Unis ne possèdent ni n'exploitent de laboratoires chimiques ou biologiques en Ukraine, ils respectent pleinement leurs obligations en vertu de la Convention sur les armes chimiques et de la Convention sur les armes biologiques, et ils ne développent ni ne possèdent de telles armes nulle part ». Réseau Voltaire 10 mars 2022

En complément

La Chine capture le logiciel espion amiral de la NSA - Réseau Voltaire 15 mars 2022

La Chine est parvenue à capturer le logiciel NOPEN de la National Security Agency (NSA). Il s'agit du cheval de Troie le plus sophistiqué au monde. Il a permis aux États-Unis d'espionner durant les dix dernières années des cibles (gouvernements et grandes entreprises) dans 47 pays différents.

Ce logiciel invisible, lorsqu'il est implanté sur des systèmes Unix/Linux, peut être piloté à distance et pénétrer tous les ordinateurs d'un même groupe. Il est capable de voler des fichiers, d'en détruire et même d'en modifier sans laisser de traces. Réseau Voltaire 15 mars 2022

Les GAFAM néonazis assumés. Normal, non ?

Amazon propose des articles estampillés aux couleurs de combattants néonazis ukrainiens - RT 14 mars 2022

Amazon a mis en vente sur son site différents articles aux couleurs et logos du régiment Azov, une organisation ukrainienne paramilitaire d'obédience néonazie, placée depuis 2014 sous le commandement du ministère de l'Intérieur de l'Ukraine. Des produits estampillés de symboles néonazis vendus en toute légalité ? C'est ce que manifestement propose Amazon en proposant à l'achat différents objets – vêtements, tasses et broderies – estampillés aux couleurs du bataillon Azov, une organisation paramilitaire néonazie qui se trouve en Ukraine et participe au conflit face à la Russie comme le rapporte BFMTV.

Le logo du régiment Azov est en effet une référence directe à celui de la 2e division SS Das Reich, qui avait brûlé le village d'Oradour-sur-Glane et massacré ses habitants à la fin de la Seconde Guerre Mondiale.

Contacté par BFMTV, Amazon n'a pas souhaité expliquer la commercialisation de ces produits. Nonobstant cela, l'entreprise s'inscrit dans les pas d'autres géants étasuniens tel que Facebook qui a autorisé ses utilisateurs à faire l'apologie de ce type d'organisation. RT 14 mars 2022

Comment les États-Unis, l'Ukraine et les États de l'Union européenne cautionnent le nazisme.

Combattre le nazisme: le double discours des Nations unies et de l'OTAN - francesoir.fr 14 mars 2022

Le 12 décembre 2021, les deux seuls pays qui ont voté contre la résolution de l'ONU visant à combattre le nazisme sont les États-Unis et l'Ukraine. Par ailleurs, tous les membres de l'OTAN, s'ils n'ont pas voté contre, se sont abstenus. Une prise de position étonnante, qui semblait déjà incohérente avec le discours anti-nazi tenu par les gouvernements occidentaux. Rétrospectivement, au vu du conflit russo-ukrainien qui a explosé fin février dernier, ces votes apparaissent encore plus... éloquents.

Combattre la glorification du nazisme, un objectif commun ?

L'Assemblée générale des Nations unies adoptait cette résolution à la majorité, visant à "combattre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée" : 130 votes pour, 2 contre, et 49 abstentions. Rien de particulièrement étonnant, tant que l'on ne se penche pas pour savoir qui a voté quoi.

Les États-Unis et l'Ukraine ont voté contre, et parmi les 49 abstentionnistes, l'on retrouve tous les membres de l'OTAN. Double discours ou manque de cohérence ? En tout cas une dissonance, surtout quand on sait que le qualificatif péjoratif de "nazi" était utilisé à l'envi par les gouvernants occidentaux, par exemple pour discréditer les manifestants anti-pass.

À la lumière des événements récents, après que la Russie a attaqué l'Ukraine en annonçant vouloir la "démilitariser" et "dénazifier", ces votes apparaissent sous un autre jour. D'autant qu'aujourd'hui, les pays qui soutiennent l'Ukraine dans ce conflit sont aussi les membres de l'OTAN, et que les

États-Unis sont sous le feu des critiques à cause de la présence de nombreux laboratoires biologiques américains en Ukraine.

Décidément, l'idéologie nazie fait la une de l'actualité dans un sens comme dans l'autre depuis l'explosion du conflit. L'OTAN s'est fait prendre la main dans le sac en postant (malencontreusement ?) une photo d'une militaire arborant un symbole néonazi, Facebook et Instagram autorisent les appels à la violence contre les Russes, et enfin Amazon dévoile une série de produits dérivés aux couleurs de combattants néonazis. francesoir.fr 14 mars 2022

Quand le régime néonazi de Kiev soutenu et armé par l'OTAN cible et massacre la population civile

L'Ukraine fait un massacre de civils à Donetsk

[- Cliquez ici](#)

En tout, les forces ukrainiennes ont lancé 15 missiles tactiques Tochka U ce matin sur la région de Donetsk-Makeevka, 14 ont été détruits en vol par la défense antiaérienne mais malheureusement 1 à quand même libéré en explosant un de ces caissons à sous munitions antipersonnelles au-dessus du centre-ville.

Alors qu'une hystérie émotionnelle instrumentalisée par une russophobie délirante fait rage en Occident, ce massacre perpétré au cœur de Donetsk n'est qu'un nouvel épisode de ce que vit le Donbass depuis 8 ans, victime d'une guerre lancée contre sa population par un régime fantoche ukrainien aux ordres de l'OTAN. reseauinternational.net

Massacre ukrainien au cœur de Donetsk

[- Cliquez ici](#)

Ce matin l'Ukraine a lancé un missile sur le centre-ville de Donetsk, visant donc directement la population civile. Heureusement le système de défense Russe l'a intercepté mais les débris qui ont chuté en pleine ville ont fait 20 morts ; tous civils : Vieillards, femmes et enfants. Sans l'interception et la destruction en vol, tout aurait été dévasté sur un rayon de 500 mètres autour du point d'impact.

Cette frappe a été ordonnée par le commandement ukrainien « en réponse » à la destruction hier par les forces russes de la base d'entraînement des mercenaires étrangers, et on note la différence : Les ukrainiens bombardent le centre-ville, la Russie bombarde les bases militaires.

L'armée ukrainienne bombarde Donetsk dans l'est de l'Ukraine : 20 civils sont morts, dont un enfant - lemediaen442.fr 14 mars 2022

Les soldats ukrainiens ont bombardé l'est de l'Ukraine, côté russophone, tuant plusieurs civils. Le 14 mars, vers 11 h 30, un missile tactique Tochka-U a frappé un quartier résidentiel de Donetsk

depuis un territoire contrôlé par le régime nationaliste de Kiev. Les victimes jonchent les rues, les maisons ou leurs véhicules dans lesquels elles ont été piégées au moment de l'explosion. Elles n'avaient aucune chance de s'en sortir. Les tirs proviennent du nord-ouest, de la localité de Krasnoarmeysk contrôlée par des unités nationalistes ukrainiennes.

Le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konashenkov, déclare : « Vingt civils sont morts, vingt-huit autres personnes, dont des enfants, ont été grièvement blessées et hospitalisées. » « Le lancement du missile tactique Tochka-U avec un obus à fragmentation prouve que la frappe effectuée par les nationalistes visait à tuer autant de civils que possible. »

Décès de civils suite à une attaque de l'armée ukrainienne à Donetsk.

Le journaliste italien Giorgio Bianchi raconte sur sa page Facebook que cela s'est passé pas loin de son immeuble. « Un missile Tochka-U tiré du côté ukrainien s'est écrasé dans la cour de mon immeuble à Donetsk. Presque toutes les fenêtres de l'immeuble ont sauté. Heureusement j'étais sorti pour un reportage,0 donc je suis indemne et je me débrouille bien. On parle d'une vingtaine de morts parmi les civils. Je tiens à souligner que la zone est à des kilomètres de toute cible militaire. Ce n'est pas la guerre, c'est du terrorisme. »

L'armée ukrainienne n'a pas hésité à employer des armes lourdes. Ici ce sont des missiles Tochka-U qui se sont abattus sur la population civile. Pour quelle raison utiliser une telle arme en pleine ville résidentielle ? Pour Igor Konashenkov, porte-parole du ministère russe de la Défense, « L'utilisation de telles armes dans une ville où il n'y a pas de position de tir des forces armées russes est un crime de guerre. »

Explosion à Donetsk d'un missile balistique tactique « Tochka-U » à courte portée d'une masse de 2 tonnes

Sur Telegram, le journaliste de Russia Today Murad Gazdiev souligne que « La dernière attaque de ce type, avec autant de victimes civiles, a eu lieu en février 2015, lorsque les troupes ukrainiennes ont bombardé le centre-ville de Donetsk. » lemediaen442.fr 14 mars 2022

Ukraine : après les combats dans le Donbass, des civils parlent - lemediaen442.fr 15 mars 2022

13 mars 2022, l'hôpital de Volnovakha est détruit après avoir été pillé. Il avait été occupé par les soldats de l'armée ukrainienne qui s'en sont servi pour tirer sur les civils, loin de toute base militaire. Les malades et les habitants ont dû vivre dix jours dans les sous-sols. Ils n'ont toujours pas d'eau et d'électricité. Les réfugiés qui ont emprunté le couloir humanitaire n'ont pas donné de nouvelles depuis. Depuis 2014, des nazis tuent des civils, sans que justice soit rendue. Les habitants espèrent donc pouvoir vivre sans devoir craindre le régime de Zelenski.

Vidéo - Volnovakha en ruines après les combats entre la RPD et l'armée ukrainienne - 13 mars 2022

[- Cliquez ici](#)

Quand l'OTAN recrute des néonazis à travers le monde pour mener sa guerre contre la Russie.

Arrivée massive de mercenaires en Ukraine Réseau Voltaire 14 mars 2022

Des volontaires canadiens, en tenue de combat, se sont regroupés à l'aéroport de Varsovie en attendant leur transfert en Ukraine.

Le gouvernement russe a déjà annoncé que les combattants étrangers volontaires en Ukraine seraient considérés comme des mercenaires et seraient passibles de poursuites pénales.

Le gouvernement ukrainien a déjà annoncé avoir reçu plus de 66 000 propositions de volontaires du monde entier et en avoir déjà incorporé le tiers.

Le gouvernement du Sénégal est le seul au monde à avoir protesté contre le recrutement de mercenaires sur son territoire. Il a réprimandé l'ambassadeur d'Ukraine pour avoir posté sur internet des appels visant à recruter des jihadistes. Réseau Voltaire 14 mars 2022

Ukraine : l'armée russe annonce avoir tué «des mercenaires étrangers» - RT 13 mars 2022

Ce 13 mars, l'armée russe a annoncé avoir tué des «mercenaires étrangers» lors d'une frappe dans «la localité de Staritchi et le polygone militaire de Yavoriv» dans l'ouest de l'Ukraine, près de la frontière polonaise.

«En conséquence de cette frappe, jusqu'à 180 mercenaires étrangers et une importante quantité d'armes étrangères ont été éliminés», a affirmé lors d'un briefing le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov.

«Sur les sites mentionnés, le régime de Kiev a déployé un point d'entraînement des mercenaires étrangers avant de [les] envoyer dans des zones de combat pour lutter contre les militaires russes, ainsi qu'une base de dépôt d'armes et de matériel militaire provenant de pays étrangers», a-t-il poursuivi.

«L'élimination de mercenaires étrangers arrivant en Ukraine va se poursuivre», a-t-il ajouté. RT 13 mars 2022

Dévastation de la base militaire de Yavorov Réseau Voltaire 15 mars 2022

Le 13 mars 2022, l'armée russe a dévasté le camp ukrainien de Yavorov (photo). Il s'agit du plus grand camp d'entraînement militaire en Europe. Il a été construit par les Soviétiques pour simuler le déploiement en formation de combat et l'attaque d'une division de chars, puis légué à l'Ukraine. Il était utilisé depuis huit ans par l'Otan pour former les soldats de la Défense territoriale ukrainienne, c'est-à-dire les bandéristes (ou «néo-nazis» selon la terminologie russe).

Depuis le début du conflit, il était devenu la plaque tournante d'approvisionnement en hommes et en matériel de l'armée ukrainienne. Une gigantesque livraison venait d'avoir lieu, depuis la Pologne et la Roumanie, le 12 mars.

Selon l'armée russe, au moins 180 mercenaires étrangers ont été tués, ce que le gouvernement ukrainien dément sans convaincre.

Cette affaire atteste que :

- Contrairement à ce que prétendait l'Otan jusqu'à présent, des soldats de l'Otan étaient bien présents en Ukraine depuis huit ans. Quantité de photographies viennent d'être publiées sur internet à ce sujet.

- Les armes détruites valaient probablement plusieurs centaines de millions de dollars. Elles étaient offertes par l'Union européenne et les États-Unis. Réseau Voltaire 15 mars 2022

Quand FMI et l'OTAN ne sont que les deux lames d'une même épée dans leur guerre contre la Russie depuis 2014...

Le lien entre le FMI et la crise ukrainienne - reseauinternational.net 13 mars 2022

L'auteur de ce texte intéressant explique de façon très claire et précise que le FMI et l'OTAN ne sont que les deux lames d'une même épée, et que le Fond Monétaire International joue sur la scène géopolitique un rôle tout aussi crucial que l'OTAN.

Les préoccupations sécuritaires de la Russie, découlant de l'intention de l'Ukraine d'intégrer l'OTAN, ont été largement débattues dans les médias. Mais le lien du Fond monétaire international (FMI) avec l'Ukraine, qui est une question parallèle, n'a guère retenu l'attention. Le FMI, comme on le sait, « ouvre » les économies du monde entier à la pénétration du capital des puissances occidentales en rendant ces économies favorables aux investisseurs (investor-friendly) par l'adoption d'une série de mesures austères anti-populaires. Cette « ouverture » implique généralement l'appropriation des ressources naturelles des pays et de leurs terres par ce capital occidental. Le mécanisme que le FMI utilise généralement à cette fin consiste à imposer des « conditionnalités » aux pays qui ont besoin de soutenir leur balance des paiements en échange de prêts.

Toutefois, outre ce rôle général joué par le FMI, il arrive qu'il joue un rôle spécifique, à savoir celui de soutenir les objectifs de guerre froide du gouvernement américain. Et dans le cas de l'Ukraine, il a joué ce rôle spécifique presque dès le début, en dehors de son rôle général d'ouverture de l'économie ukrainienne aux capitaux occidentaux.

Avant 2014, alors que Viktor Ianoukovitch était le président de l'Ukraine, son pays avait entamé des négociations avec le FMI dans le cadre de son intégration commerciale à l'Union européenne. Le FMI avait demandé à l'Ukraine d'entreprendre un certain nombre de « réformes » : réduire les salaires, « réformer » et « réduire » les secteurs de la santé et de l'éducation, qui étaient en Ukraine de grands secteurs générateurs d'emplois, et réduire la subvention sur le gaz naturel qui était fournie par l'État à tous les citoyens ukrainiens et leur assurait une énergie à un prix abordable¹. Réticent à mettre en œuvre ces « réformes » qui auraient imposé un lourd fardeau à la population, le président Ianoukovitch a mis fin aux négociations avec le FMI et en a entamé d'autres avec la Russie.

Ce fut son « crime » impardonnable. Rompre les négociations avec le FMI revenait à échapper à l'hégémonie non seulement du capital international qui entendait imposer un régime néolibéral, mais aussi des puissances impérialistes occidentales, en particulier les États-Unis, et donc l'OTAN.

En d'autres termes, l'OTAN et le FMI n'étaient pas considérés comme des organisations distinctes, chacune travaillant dans sa propre sphère d'activité, avec son propre objectif, mais comme des organisations ayant des objectifs similaires et se chevauchant. Les États-Unis, irrités par la témérité de M. Ianoukovitch qui se tournait vers la Russie plutôt que vers le FMI, décidèrent de limiter les « dégâts » : le président ukrainien fut renversé par un coup d'État parrainé par les États-Unis, mené avec l'aide des éléments ukrainiens nazis qui se retrouvèrent à l'avant-garde des manifestations anti-Ianoukovitch précédant le coup d'État. Ces éléments ont depuis été officiellement incorporés dans l'armée ukrainienne avec l'inclusion dans celle-ci du bataillon Azov, une unité militaire d'infanterie d'extrême droite, entièrement composée de volontaires, qui faisait auparavant partie de la réserve militaire de la Garde nationale ukrainienne.

Le gouvernement arrivé au pouvoir après le coup d'État de 2014 reprit les négociations avec l'Union européenne, en échange de quoi il obtint un engagement de prêt de 27 milliards de dollars de la part du FMI après avoir montré ses « bonnes intentions » en réduisant de moitié la subvention sur le gaz accordée aux citoyens. Ce prêt présentait plusieurs caractéristiques notables : premièrement, il était énorme, beaucoup plus important (en fait plus de six fois) que ce que le FMI accorderait normalement dans une situation comparable ; deuxièmement, il a été accordé à un pays en pleine guerre civile (comme l'Ukraine l'était alors), ce qui va à l'encontre des pratiques habituelles du FMI ; et, troisièmement, on savait dès le départ que le prêt ne pourrait pas être remboursé, de sorte que le seul moyen par lequel on chercherait à le rembourser serait la prise de contrôle par le capital occidental des terres et de leurs ressources naturelles (dont la plus importante est le gaz naturel).

Les opérations du FMI en Ukraine en 2014 font donc ressortir non seulement l'aspect typique de sa politique, qui consiste à ouvrir l'économie au capital occidental, mais aussi un aspect supplémentaire, à savoir une aide aux objectifs de la guerre froide américaine. L'objectif consistant à ouvrir les marchés, la terre et les ressources naturelles de l'Ukraine au capital occidental aurait pu être atteint en 2014 même avec un prêt beaucoup plus petit du FMI. Mais la taille extraordinaire du prêt qui fut alors accordé souligne le lien entre l'administration américaine (qui veut intégrer l'Ukraine dans son orbite), les oligarques ukrainiens (qui veulent sortir leur richesse du pays en dollars ou en euros), le gouvernement post-coup d'État (qui doit organiser tous ces transferts) et le FMI (qui doit payer la facture).

Aujourd'hui, à la suite de l'invasion par la Russie, l'Ukraine a de nouveau demandé l'aide du FMI, et l'actuelle directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, a recommandé au conseil d'administration du FMI d'apporter cette aide. Le montant exact de l'aide et l'objectif pour lequel elle est demandée ne sont pas encore clairs, mais une chose reste certaine : une fois que la crise actuelle aura pris fin dans cette région, quelle que soit la forme que prendra cette résolution, l'Ukraine deviendra une deuxième Grèce en Europe. Dans le cas de la Grèce également, le prêt du FMI était beaucoup plus important que ceux qui sont habituellement accordés par cette organisation. La plus grande partie de ce prêt était destinée à garantir que les banques européennes qui avaient prêté à la Grèce puissent récupérer leur argent. Aujourd'hui, la Grèce est prise dans l'étau de la dette perpétuelle.

Il s'ensuit que le FMI a beaucoup changé depuis sa création. Lorsqu'il a été créé à Bretton Woods en 1944, il faisait partie d'un système international fondé sur la poursuite d'une stratégie économique dirigiste. En fait, John Maynard Keynes, l'économiste britannique partisan d'une intervention dirigiste, ainsi que Harry Dexter White, le représentant américain, furent les principaux artisans de ce régime international. Alors que chaque pays imposait et continuait d'imposer des contrôles des échanges et des capitaux, si un problème de balance des paiements survenait dans un pays donné, celui-ci pouvait emprunter au FMI afin de « stabiliser » sa propre économie. À partir de

là, le FMI s'est transformé en promoteur de l'« ajustement structurel », ne se contentant pas d'accorder des prêts pour résoudre les problèmes transitoires de balance des paiements (jusqu'à ce que l'économie présentant un déficit de la balance des paiements se soit « stabilisée »), mais en promouvant en fait un régime néolibéral, à savoir un ensemble de politiques impliquant le démantèlement de tous les contrôles des échanges et des capitaux, la privatisation des actifs du secteur public, l'introduction de la « flexibilité du marché du travail » (ce qui signifie attaquer les syndicats).

De facilitateur d'un régime dirigiste, le FMI est devenu un destructeur du régime dirigiste et un instrument d'introduction d'un régime néolibéral. Il est devenu un instrument aux mains du capital financier international, permettant sa pénétration dans tous les coins du monde. Mais il n'est pas seulement un instrument du capital financier international ; il sert également d'instrument aux puissances occidentales dominantes qui soutiennent ce capital. Tout en défendant les intérêts du capital financier international, le FMI s'intègre dans l'ensemble de l'appareil coercitif de ces puissances occidentales.

Le combat de Poutine n'est en aucun cas un combat contre l'hégémonie du capital financier international. Il n'est pas un socialiste menant une bataille idéologique contre la soumission d'un pays voisin à une organisation qui agit dans l'intérêt du capital financier international. Ses préoccupations ne concernent que la sécurité de la Russie et se limitent à ce que son pays ne soit pas encerclé par l'OTAN. Et sa proposition d'aide à Ianoukovitch à la place de l'« assistance » du FMI en 2014 n'a été faite que pour cette raison. En d'autres termes, il ne s'intéresse qu'au rôle du FMI en tant que promoteur des intérêts géostratégiques américains, et non au rôle du FMI en tant que promoteur du néolibéralisme en général. En fait, l'inégalité flagrante et même la misère absolue qu'engendre un régime néolibéral ne sont pas très éloignées de ce que Poutine lui-même a « réalisé ». reseauinternational.net 13 mars 2022

TYRANNIE SANITAIRE

Ivermectine : l'identité de l'auteur fantôme de l'étude d'Andrew Hill dévoilée par Phil Harper - francesoir.fr 13 mars 2022

Il est à l'origine d'un rebondissement dans le scandale ivermectine : debriefing avec le journaliste Phil Harper qui a découvert qui avait modifié les conclusions de l'étude du Dr Andrew Hill.

Phil Harper, journaliste d'investigation et producteur de film britannique, était en Inde lorsqu'il a appris l'existence de l'ivermectine comme traitement précoce contre le covid. Le traitement médiatique dans son pays d'origine et en Inde attire son attention de journaliste. Après avoir pris contact avec le Dr Tess Lawrie, auteur d'une méta-analyse concluant favorablement à l'efficacité sans concession de l'ivermectine, Phil a commencé à enquêter sur les traitements précoces.

En Inde, dans une pharmacie, il demande si l'ivermectine est utilisée dans le traitement du covid. Le pharmacien lui répond que oui. Dans un journal local, on pouvait trouver une prescription à découper en cas de symptômes. Bien loin des messages dans les médias britanniques ou français : le prétendu consensus médical à l'encontre des traitements précoces ne s'appliquerait donc pas dans les pays à moindre revenu ?

Phil Harper revient sur le rôle des médias et des régulateurs dans la suppression de l'information sur les traitements précoces, avant d'évoquer son travail d'enquêteur. francesoir.fr 13 mars 2022

[- Cliquez ici](#)

Covid -19: une maladie à médiation immunitaire de fibrose systémique induite par la protéine Spike et ses complexes immuns - francesoir.fr 13 mars 2022 Walter Chesnut se décrit comme un "chercheur amateur" passionné depuis toujours par les maladies rares. Il est suivi et échange avec un grand nombre de scientifiques de premier rang.

Article traduit de l'anglais (version originale) par FranceSoir

Covid-19 : une maladie à médiation immunitaire de fibrose systémique progressive induite par la protéine Spike et ses complexes immuns. La présence de la protéine Spike avec les anticorps de Spike est extrêmement dangereuse ; l'augmentation du tropisme donne à la Spike un récepteur Fc humain.

Ceci est un avertissement urgent à tous les cliniciens et professionnels de la santé publique. On nous a menti et on nous a induits en erreur quant à la véritable nature du SRAS-CoV-2 et de la protéine Spike.

Il est établi que les personnes présentant une augmentation des anticorps anti-immunoglobuline G (IgG) afucosylés non neutralisants présentent des analyses qui sont associées à une maladie grave. Cependant, chez les personnes qui ne sont pas atteintes d'une maladie grave, ces anticorps induisent, selon moi, une fibrose systémique, qui peut être progressive et finalement fatale.

Lorsqu'on a administré des complexes immuns formés par la protéine Spike et les anticorps de patients atteints de Covid-19 sévère ou léger, ainsi que des anticorps induits par un vaccin, aux poumons de souris exprimant des récepteurs Fc humains, on a constaté que les anticorps de personnes atteintes de Covid-19 sévère entraînaient la production de cytokines inflammatoires et l'infiltration de cellules immunitaires dans les poumons de ces souris.

Mais qu'en est-il de ceux qui ne présentent pas de maladie grave ? Les résultats pourraient être, en fin de compte, tout aussi graves.

Premièrement, nous nous sommes trompés sur la raison pour laquelle les personnes présentant des comorbidités sont touchées. Les personnes gravement atteintes sont celles qui ont déjà une fibrose en cours, déjà avancée à un certain degré. Que sont les déclencheurs de l'effet fibrogène ? Les déclencheurs fibrogènes qui initient et entretiennent le remodelage pulmonaire fibrosante restent controversés, mais comprennent probablement les infections, la fumée de cigarette, la radiothérapie, la chimiothérapie, les polluants environnementaux et professionnels, l'obésité, le diabète sucré, le reflux gastro-œsophagien, l'hypertension pulmonaire, l'apnée obstructive du sommeil, la maladie chronique du greffon contre l'hôte et les maladies du tissu conjonctif/les troubles auto-immuns, comme la polyarthrite rhumatoïde, la sclérodémie et le syndrome de Sjögren.

Ainsi, non seulement la protéine Spike endommage l'endothélium et induit la fibrose, mais ses complexes immunitaires le font aussi, et peuvent en fait amplifier cet effet car ils peuvent se fixer sur plus de cellules (tropisme accru) du fait que la protéine Spike a maintenant un récepteur Fc Humain.

La fibrose a déjà été induite de manière parallèle. L'administration intrapéritonéale d'Albumine de sérum humain (HSA) pour créer un modèle de fibrose hépatique induite par un complexe

immunitaire chez le rat est pratique, avec un taux élevé de formation de fibrose hépatique et une longue durée de fibrose. Ce modèle peut être utilisé pour évaluer l'effet thérapeutique des médicaments anti-fibrosants.

Qu'en est-il des preuves de la participation des « accélérateurs » de protéines Spike à ce jeu macabre ? Elles émergent progressivement. Un rapport de cas relate la première description d'une vascularite à complexe immun après la vaccination contre le Covid-19 avec le vaccin BNT162b2 des laboratoires Pfizer/BioNTech.

Nous pouvons comprendre ce qui se passe en observant la mucoviscidose. Des complexes immuns circulants ont été détectés dans le sérum et les expectorations de patients atteints de fibrose kystique (FK). Des dépôts importants d'immunoglobulines et de complexes immuns complémentaires ont été observés dans plusieurs organes touchés par la mucoviscidose, notamment dans les voies respiratoires et gastro-intestinales, mais pas dans les reins. Des concentrations significatives d'IgG et de complexes immuns ont pu être élues des poumons des patients atteints de Fibrose kystique, cependant pas de ceux du groupe témoin.

Il est absolument impératif que le monde arrête tous les accélérateurs de protéines Spike.

Articles référencés :

<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/labs/pmc/articles/PMC1672436>
<https://www.science.org/doi/10.1126/scitranslmed.abm7853>
<https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/16642209>
<https://www.atsjournals.org/doi/10.1165/rcmb.2016-0121TR>
<https://bmcinfectdis.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12879-021-06655-x>

Retro-transcription de l'ARNm du vaccin Pfizer/BioNtech

<https://drive.infomaniak.com/app/share/417240/c32bd0f6-5313-435f-ae1f-0912c3847ec3/preview/pdf/3132>

1, 2, 3, 4, 5 doses et toujours rien chez des immunodéprimés...

<https://drive.infomaniak.com/app/share/417240/fbfa5e08-d830-40b9-ad4c-73c22ea0f246/preview/pdf/3131>

TRIBUNE LIBRE

Le virus de la « dé-tresse » - Réseau Voltaire 14 mars 2022

[- Cliquez ici](#)

La continuité entre les guerres au terrorisme et contre la Covid plonge successivement les foules dans la perte de leurs libertés, puis dans celle de leurs droits. En définitive, nous nous retrouvons dans un monde où les relations sociales sont niées par le dispositif sanitaire ; un monde où nous sommes désespérément seuls.

par Jean-Claude Paye, Tülay Umay

Dans le champ des médias, la guerre en Ukraine a pris la place récemment occupée par « la guerre contre le coronavirus ». La guerre contre le terrorisme, contre le coronavirus et en Ukraine s'inscrivent dans la continuité. Comme redéfinition permanente d'un l'ennemi occupant la figure du Mal contre le Bien, elles relèvent d'une sacralisation de la violence, d'une violence sacrificielle, comme support d'un ordre mondialisé.

Relevant de la donation de sens au non-sens, toutes les sanctions prévues donnent à voir notre propre sacrifice. Elles se révèlent, en fait, être des attaques contre les populations européennes. Les mandataires européens, par leurs sanctions, pourraient priver l'Union du gaz russe qui représente plus de 40 % de sa consommation, conduisant les États membres à un suicide économique. Les sanctions prévues contre la Russie ne peuvent que se retourner contre l'industrie et les populations européennes. Le rejet du gaz russe par l'UE apparaît ainsi comme un élément de la Grande réinitialisation (Great Reset).

Si, maintenant, la place prise par « la guerre contre le coronavirus » déserte quelque peu l'attention des médias, les « mesures sanitaires » sont simplement suspendues, elles ne sont pas abolies. Leur retour est déjà prévu, au plus tard pour cet automne. Le pouvoir ne peut pleinement se battre sur deux fronts à la fois, elles doivent actuellement céder la priorité aux images de la guerre. Cependant, les mesures « sanitaires », dites d'exception, s'installent bien dans la durée. L'anomie est aujourd'hui intégrée dans le quotidien, comme un nouveau mode d'être fondé sur la détresse, « d'un rapport à nous-mêmes que nous prenons pour notre propre mort ».

Un modèle épidémique

Dans le scénario de la « guerre contre le coronavirus », une question est constante : pourquoi une grande partie de la population s'abandonne-t-elle au port du masque et à des dispositions, dites sanitaires, qui portent atteinte aux droits des individus, à leur santé et à leur vie ? Ici, la question de la conscience n'est pas première, mais bien celle de la jouissance. L'aliénation n'est pas celle de la conscience, mais bien celle d'une perte de la propriété de soi. Il s'agit d'une jouissance qui n'est plus réglée par le droit, mais bien par une loi morale, par un commandement de jouir. Cette jouissance ne porte plus sur la propriété de soi, mais sur son annihilation. Il ne s'agit plus d'encadrer la jouissance par la loi, mais d'induire son déchaînement par un impératif catégorique.

L'impossibilité de symboliser les traumatismes provoqués par les mesures corona, de pouvoir contester les décisions prises devant un tribunal s'opposent à la propriété de soi. Le blocage systématique du recours au droit et aux tribunaux, afin de défendre la propriété de son propre corps, supprime toute limite à l'action du pouvoir. Alors, les individus, pris un à un, enfermés dans un au-delà de l'angoisse, dans la détresse, ne peuvent plus former un sujet social.

Les injonctions paradoxales du pouvoir relèvent d'une donation de sens. Elles ont pour effet de donner du sens au non-sens, c'est à dire de les poser dans une réversibilité des deux termes. Ici, nous ne sommes plus dans le langage qui cerne le Réel, mais bien dans l'emprise de l'image qui annule le sujet. Il n'y a plus de différenciation entre ce qui est et ce qui n'est pas.

La mise en parenthèses de la réalité permet une donation de sens. Elle autorise un retournement de la conscience et une fusion avec le faire voir des médias. Ici, les choses du monde n'apparaissent plus qu'en se donnant à ce regard. Le corps est aussi suspendu et nous sommes installés dans un état d'alerte permanent, dans la dé-tresse.

Ce sans-recours permet un déchaînement permanent de la violence. Les injonctions « sanitaires » sont une mise en scène conçue sur le modèle des catastrophes écologiques, sur la sécularisation d'une contagion, annoncée comme apocalyptique.

De la « guerre contre le terrorisme » à la « guerre contre le coronavirus »

La « guerre contre le terrorisme » et la « guerre contre le coronavirus » sont des étapes complémentaires d'une mutation globale de la société. Dans les deux cas, le pouvoir nous présente la manière dont nous devons consentir à notre anéantissement.

La « guerre contre le terrorisme » exige un sacrifice permanent à des dieux obscurs exigeant la destruction de nos libertés. Infinie, elle fusionne guerre et paix, hostilité et criminalité. Elle confond intérieur et extérieur et applique aux citoyens des dispositions autrefois réservées à l'ennemi.

Afin qu'elles renoncent à défendre leurs libertés publiques et privées, la « lutte antiterroriste » a placé les populations dans la sidération. Elle vise à installer une psychose, destinée à supprimer tout mécanisme de défense vis-à-vis du pouvoir. Elle est ainsi une capture du lieu de la parole et procède d'un renversement du droit.

Ainsi, les lois antiterroristes ont un caractère surmoïque, elles s'attaquent « au désir même de résistance ». Leur fonction est d'annuler ce qui préserve le désir et la capacité d'affrontement des citoyens. La seule possibilité offerte à ceux-ci est alors d'halluciner une relation fusionnelle avec l'État et de s'y abandonner.

L'absence de résistance des populations, face à la gestion de la « pandémie du coronavirus, » repose sur cet abandon du désir de résistance, induit par « la lutte antiterroriste ». Grâce, non seulement, à un renversement du droit, mais, ici à son remplacement par une injonction de devoir être, la « guerre contre le coronavirus » approfondit l'effacement de l'ordre symbolique et installe un « ordre » totalitaire. Elle opère un renversement de la primauté de la loi, du « ne pas », en une prédominance du devoir, en un « tu dois ».

Il s'opère, dans l'organisation de la pandémie du coronavirus, un passage de l'interdit d'avoir des droits, mis en avant par la lutte antiterroriste, au devoir d'abandonner volontairement son corps et sa vie. Le droit n'a simplement plus lieu d'être. Il n'est pas suspendu, comme dans l'état d'urgence, sa place même est supprimée. S'opère ainsi un effacement du politique et une primauté de l'affect.

Si la « guerre contre le terrorisme » prône le sacrifice de nos libertés, la « guerre contre le coronavirus » exige l'abandon de l'ensemble de notre vie et de notre corps. Elle se caractérise par un engagement radical des populations. L'organisation de la guerre contre le coronavirus s'inscrit ainsi dans le stade le plus avancé de la production capitaliste qui met le Réel en demeure et rend exploitable le plus intime de l'être. Elle devient annulation de tout devenir.

Annulation du corps

Si la guerre contre le terrorisme est une guerre contre les libertés publiques et privées et contre le droit de disposer de son corps, la guerre contre le coronavirus supprime le corps. Dès lors, le corpus juridique de la défense de la propriété du corps est mis hors champ.

Les individus, non seulement, ne font pas face à la destruction des rapports sociaux et à la mise en danger de leur existence, mais s'installent dans une jouissance ou plutôt dans une « volonté de jouissance », hors sens et hors droit, de cette politique.

Le droit, comme la psychanalyse, nous rappellent que nous avons un corps, mais que nous ne sommes pas un corps, le corps relevant de l'avoir et non de l'être. La personnalité juridique est traditionnellement liée à la propriété du corps humain. Le corps se confond alors avec la personne juridique, dont il est le support.

Cette propriété a été partiellement disloquée depuis que, afin d'être placés sur le marché, des éléments du corps ont été séparés de celui-ci. Cette propriété relève d'un « capitalisme corporel », elle est conçue en vue de l'échange marchand. La procédure de fragmentation et de marchandisation du corps est aujourd'hui dopée par la transformation des rapports de propriétés s'inscrivant dans la Grande réinitialisation (Grand Reset).

Cependant, ici, on n'est pas confronté à un simple découpage du corps, afin de le transformer en marchandises. Le corps n'est pas simplement décomposé, mais annulé. La disparition effective de la personne juridique acte la mutation. Cet effacement est particulièrement visible dans l'incapacité de saisir un tribunal, afin de faire ressortir l'illégalité des mesures et d'agir contre leur mise en actes.

Si le port du masque nous inscrit dans ce processus de renoncement à avoir un corps, alors, la texture même du symbolique se défait. La jouissance envahit le corps tout entier et l'individu devient la marionnette d'un grand Autre tyrannique.

Le port généralisé du masque, est livré à la jouissance muette d'obéissance au surmoi, s'opposant au commandement freudien « d'advenir à la parole ». Il se réduit à l'énoncé surmoïque : « ne deviens pas ! ».

Impossibilité radicale d'articuler un non

La « pandémie » est devenue, grâce au variant Omicron, une épidémie sans malade. Pourtant, le port ritualisé du masque continue d'exhiber une virulence pré-supposée. L'individu est alors assujéti, non plus au langage, mais au Réel produit par le spectacle de la « pandémie ». Le sujet ne parle plus, le corps, marqué comme symptôme, se réduit à un « lieu d'effraction de jouissance » [1]. Le port généralisé est alors la monstration d'une contagion, non pas d'une maladie, mais bien celle d'une jouissance.

Ce comportement relève de ce que Jacques Lacan appelle « jouissance de l'être ». Celle-ci se pose au-delà du langage et est sans limite. Elle est de l'ordre de ce qui ne peut être symbolisé par la parole, de ce qu'il nomme le Réel.

La jouissance de l'être est ici celle d'un Réel exorbité relevant de l'obscène, tel le port rituel du masque. Les injonctions produisent une transfiguration des porteurs en covidés.

Le port généralisé du masque met le sujet à l'épreuve « d'une jouissance totale, celle de ne faire qu'un avec la Mère » [2], ici avec la Mère étatique. Cette jouissance de l'être, non soumise à la menace de castration, s'inscrit dans la psychose. Alors, grâce à « une forclusion par adhésion totale à la Chose », le « sujet se débarrasse de la question de l'Autre et de la Loi symbolique » [3].

Ainsi, le discours des médias est le symptôme d'une société où la négativité disparaît. N'opérant aucune coupure avec la « chose », les individus ne l'analysent pas, mais l'éprouvent. Ils ressentent l'événement et font corps avec la source sidérante, avec l'œil du surmoi leur ordonnant de jouir de l'exhibition. Étant « Un » avec elle, ils n'ont pas de manque et pensent alors disposer de tout le savoir nécessaire sur qui est exhibé.

Le sujet est alors guidé par une impossibilité radicale de dire non à ce qui le voue à cette déchéance. Ainsi, ce qui institue le discours du pouvoir comme pouvoir surmoïque, « c'est moins le fait qu'il bafoue la vérité que le fait qu'il incarne un savoir absolu sur ce qui du sujet est réel, c'est à dire sur ce qui du sujet est soustrait au règne du signifiant (de la castration)... » [4].

De l'angoisse à la détresse

Dans « la guerre contre le coronavirus », en tant que porteur d'un masque, nous ne sommes plus personne. Le pouvoir nous a enlevé notre corps, qu'il soit individuel ou social, et la réalité est devenue virtuelle. Cette situation correspond à ce que Freud perçoit comme le dénominateur commun de la dépersonnalisation, de la décorporéisation et de la déréalisation, à ce qu'il nomme angoisse [5].

Pour Lacan, l'angoisse résulte « d'un trop plein », d'un envahissement par l'Autre, lorsqu'il risque d'annuler le sujet désirant. Actuellement, la colonisation, de la totalité de l'espace et du temps de vie par le regard médusant des médias, ne laisse plus de place pour l'existence du sujet. Il n'y a plus rien d'autre que le chiffre pur des dites « contaminations » et les injonctions du pouvoir relatives à la pandémie.

Cependant, Lacan a pointé que, plus profondément que l'angoisse, on trouve une détresse « où l'homme, dans ce rapport à lui-même qui est sa propre mort... n'a à attendre d'aide de personne » [6]. L'individu isolé se trouve dans un état de détresse primordiale. Il ne peut plus attendre d'aide de son autre, de son semblable, pour faire face à sa destruction programmée par le pouvoir.

Si l'angoisse résulte d'un trop plein d'objets, d'un envahissement du sujet, « la détresse, elle, sans ambition que d'être arrachée à elle-même, cherche à s'abreuver de n'importe quel objet » [7], tels le masque, les gels, les ablutions, les mesures de distanciations... La détresse est aussi le résultat de la perte des repères, car, dans cette position psychotique, il n'y a plus de temps, plus d'espace et absence de distinction entre le dedans et le dehors. La détresse relève d'une solitude absolue, alors que l'angoisse est demande d'aide à l'Autre. La détresse relève alors d'une attente sans futur, d'un accomplissement de soi comme annihilation.

Le virus de la détresse

Les mesures « sanitaires » ont un caractère prédictif. Elles précèdent la contagion, non pas pour la prévenir, mais pour purifier le corps individuel, non de la maladie, mais du lien social, de cet « autre » dangereux pour chacun de nous.

Il ne s'agit pas de soigner. Généralement les malades étaient renvoyés chez eux. Les mesures prises ne consistent pas en une prise en charge, mais en une ritualisation des comportements destinée à accueillir la maladie. Elles ont pour objet de nous enfermer dans le danger présumé du coronavirus et de nous imposer des mesures de distanciation, des dispositions de délitement du rapport à l'autre.

La guerre sanitaire nous fige dans une position d'attente, d'accueil de la maladie et du vaccin. Les mesures « de protection » nous assignent à la passivité. La ritualisation des comportements nous installe dans une détresse originaire, dans une position d'impuissance qui est celle de l'infans. La position de détresse empêche toute possibilité de représentation, de mettre la chose face à soi, afin de pouvoir l'analyser et la confronter. Dans la détresse, l'individu est en fusion avec les mesures de « lutte contre le covid ». Il ne lui est plus possible de faire face.

Chez Freud, la « détresse » est le sans recours absolu que l'on a parfois traduit par le néologisme de « dés-aide » [8]. Il a reconnu, dans la détresse, une expérience inhérente à la condition humaine, qui est celle d'être jeté dans une dépendance absolue à l'Autre et d'être confronté à l'énigme de son désir.

C'est dans cette présence primitive du désir de l'Autre comme opaque, obscur, que le sujet est sans recours [9]. Cette détresse est bien une « dé-tresse » [10], un dénouage du lien social et un isolement de chacun.

La détresse présente un paradoxe, « d'un côté elle est causée par la défaillance de l'appel à la personne tierce, de l'autre elle parvient à s'oublier par la mise en jeu du commandement surmoïque à jouir » [11]. La position de détresse vis-à-vis du pouvoir, à qui les individus demandent aide et assistance, se double ainsi d'une jouissance muette d'obéissance inconditionnelle au surmoi. Le volontarisme affiché par des individus de respecter des injonctions qui les mettent en danger relève de cet aspect.

La stricte observance de mesures, qui n'ont d'autre objet que de détruire ce qui fait de lui un être humain, place l'individu dans une structure perverse. Celle-ci le conduit à se faire l'instrument de la jouissance de l'Autre, celle du pouvoir. Cette condition « l'effleure d'autant moins qu'il s'identifie imaginairement à l'Autre (maternel) » [12], à sa mère étatique.

La détresse face à leur abandon par les autorités et la jouissance manifestée par les individus, à travers le strict respect des injonctions, représentent deux moments complémentaires de la manifestation du surmoi [13]. Le premier étant celui de la sidération, que l'on peut aussi comprendre comme « pas un mot », se double d'un second mouvement que l'on peut traduire par l'injonction « refais-toi », refais-toi en tant que non humain, en tant que « covidé », en tant que produit du Great Reset.

Une « structure épidémique »

Le port du masque nous enferme dans une structure psychotique. En l'absence de coupure symbolique, le vécu n'est plus qu'une solitude absolue, une détresse. Il supprime toute distinction et nous introduit dans un processus mimétique, c'est à dire dans une violence contagieuse, telle que théorisée par René Girard [14]. Il instaure un rejet de l'Autre, mais aussi de soi-même, en tant que personne. Les rivalités mimétiques dissolvent les différences entre les individus et désagrègent le tissu social. Le masque produit ainsi une « indifférenciation des porteurs qui, poussée à son terme, plonge la société dans une violence sans limite » [15].

Le port généralisé du masque donne une « structure épidémique » aux relations sociales. Il construit un nouvel ordre social lié à un état d'alerte permanent. Il institue un processus d'indifférenciation pérenne, amenant à renoncer au désir de l'Autre et conduisant à « l'oubli de soi » [16]. Il s'offre ainsi au regard, sans laisser apparaître ni d'opposition, ni de questionnement. Les porteurs s'abandonnent alors à une violence infinie, conduisant à une mutation globale de la société.

L'obligation du port du masque révèle la « Chose même ». Elle commande une violence sacralisée se confondant avec l'amour déclaré du pouvoir. Elle est l'annonciation d'un « nouvel ordre mondial », basé un rejet radical de l'Autre.

Le port généralisé du masque est un système sacrificiel reposant sur une volonté de jouissance. Dans la « pandémie », son objet principal, comme support matériel d'une psychose hystérique, est de nous épurer du désir. Plus précisément, il s'agit de nous débarrasser du « poids du désir » de l'Autre et de nous réduire à son « double ». La mutation porte sur les rapports sociaux, mais aussi sur les individus pris un à un. Ils deviennent des « doubles », des êtres étrangers, non seulement à l'Autre, mais aussi à eux-mêmes.

Avec son masque, l'individu n'assiste pas en spectateur à l'épidémie, mais expérimente le vécu de la contamination, à travers une pédagogie qui consiste à faire, individuellement et collectivement, l'expérience de la contagion, sans être malade.

Fixé sur la bouche, le masque interdit la parole, le véhicule par excellence de la relation avec autrui. La parole est, de toutes les fonctions du corps, la plus étroitement liée à l'existence commune. Le port généralisé du masque est donc un refus radical de ce qui fait de nous des êtres humains.

Les fondements de nos sociétés sont inversés. Gabriel Attal, porte parole du gouvernement français, nous a informé que le président Macron projette, dans la période de l'après-Covid, de « poursuivre la redéfinition de notre contrat social », aboutissant, selon le Président, à la mise en place de « devoirs qui passent avant les droits... » [17]. Il s'agit là d'une mise en cause des principes qui constituent un État de droit, un renversement de la primauté de la loi sur la morale et du droit sur le Bien. Le droit se réduit alors à une loi morale inconditionnelle.

Notes :

[1] Dimitis Petros Sakellariou, « Approche psychanalytique de la psychose : structure, logique, clinique, éthique », Hal, archives ouvertes, 23 avril 2012.

[2] Bruno Bagarry, « Comprendre Lacan-La jouissance », conférence du 7 juin 2017,

[3] Bruno Bagarry, Op. cit.

[4] Alain Didier-Weill, « Les trois temps de la loi, les trois surmois », Apertura.chez.com.

[5] Jean-Marie Jadin, « La détresse de Kafka », Figures de la psychanalyse 2007/2, N°16, pp.143-162,

[6] Jacques Lacan, Séminaire VII, L'Angoisse, Seuil, p. 351,

[7] Alain-Didier Weill, « La psychanalyse, le politique et le désir », Courrier N°1 de l'Acte Psychanalytique, Septembre 2005-Novembre 2005.

[8] Jean-Marie Jadin, « La détresse de Kafka », Op. Cit.

[9] Catherine Delarue, « La détresse du sujet », Analyse freudienne presse, 2007/1.

[10] Ibidem.

[11] Alain Didier Weill, Op. Cit.

[12] Alain-Didier Weill, « Les trois temps de la loi, les trois surmois ».

[13] Ibidem.

[14] René Girard, La violence et le sacré, Grasset, 2007.

[15] Michel Aglietta, Michel Orléans, La violence de la monnaie, PUF 1984, p. 59.

[16] Stéphane Vinolo, « Raturer la théorie mimétique : Marion au-delà de Girard », Univ. philos. [online]. 2018, vol.35, n.71, pp.201-231.

[17] « "Les devoirs passent avant les droits" : politiques et intellectuels accusent le gouvernement de "fascisme" », France Soir, le 1er mars 2022

LVOG - Il s'agit d'une analyse sociologique teintée de psychanalyse, chacun l'aura bien compris, mais si le lecteur ne va pas plus loin, il aura de quoi être profondément angoissé, désespéré, déprimé, bref en état de détresse total, alors qu'on serait en droit d'attendre d'un tel article qu'il propose de quoi s'opposer à cet état, autrement dit, lui redonner de l'espoir en lui montrant que la société telle qu'elle est à un moment donné, recelle tout de même un devenir différent de celui monstrueux qu'on veut lui imposer ou auquel elle serait vouée, or ce n'est pas le cas ici et je crois pouvoir expliquer pourquoi.

Selon moi, cela proviendrait du fait que pour les auteurs de cet article, il n'existe pas d'alternatif au régime en place, le régime capitaliste est leur horizon indépassable, ils ne sont pas capables d'en concevoir un autre. On constate qu'ils sont eux-mêmes enfermés dans un processus similaire à celui qu'ils ont décrits si brillamment, et ils n'en ont pas conscience. On en veut pour preuve qu'il manque la dimension sociale de l'homme dans leur article, qui se manifeste à travers la quête perpétuelle des moyens pour assurer sa subsistance, ce qui nous ramène à l'instinct de survie que nos psychanalystes ont oublié.

L'instinct de survie correspond à l'origine à un besoin de nature biologique, hormis de la naissance à la fin de l'adolescence, ce facteur fondamental propre à toute organisme organique au même titre que la fonction reproductive, chez l'homme dans la société il va acquérir une signification sociale dans la mesure où les hommes ne peuvent pas ou plutôt plus le satisfaire spontanément.

Jadis, pour se nourrir ou assurer leur substance, quotidiennement les hommes devaient partir à la recherche des plantes ou des animaux entrant dans la composition de leur alimentation à moins que leur environnement immédiat leur fournisse... De nos jours, dans la société moderne ou chez les hommes dits civilisés qui se comptent par milliards, proche de 8 milliards en 2022, pour satisfaire ce besoin élémentaire quotidien, contrairement aux idées reçues les choses se sont considérablement compliquées du fait qu'il est lié à des facteurs ou rapports sociaux pratiquement figés qui leur sont imposés ou sur lesquels ils n'ont pour ainsi dire presque aucune emprise... Tout va dépendre de différents facteurs qui sont tous liés entre eux, tels la classe sociale à laquelle ils appartiennent, la fonction ou la place qu'ils occupent dans la société ou le mode de production capitaliste, leur statut social, qui vont leur permettre ou non de satisfaire ce besoin élémentaire à leur survie.

Cette société ou ce système économique reposant sur des inégalités sociales entre les classes, va avoir des conséquences sur la manière dont les hommes vont aborder ce besoin élémentaire, si la

majorité va pouvoir le satisfaire, en revanche à travers le monde sur tous les continents des millions d'hommes, femmes et enfants vont : soit mourir de faim car privés de nourriture, j'en ai été directement le témoin récemment en Inde tout à côté de chez moi sans que j'eus besoin de chercher bien loin, donc qu'on ne vienne pas nous raconter que ce phénomène ne serait pas aussi répandu, en fait cela l'est beaucoup plus que ce qu'on croie, soit de sous-nutrition qui est différente du manque absolu de nourriture, là elle est insuffisante, soit de mal-nutrition correspondant à une alimentation très déséquilibrés, fortement carencée ou l'opposé provoquant des maladies auto-immunes pouvant être fatales à terme ou provoquant une mort prématurée, qu'on mettra sur le compte d'une maladie, le diabète par exemple, alors que la véritable cause ou explication est ailleurs et peu flatteuse pour cette société ou ce système économique qui se présente comme idéal ou le meilleur que les hommes puissent concevoir, ses dizaines ou centaines de millions de victimes innocentes auraient sans doute apprécié un tel cynisme.

Il se trouve que depuis que la société est divisée en classes, les classes exploitées et opprimées ont toujours dû se battre pour assurer leur subsistance. Comparativement à l'époque de l'esclavage proprement dite, où le maître avait davantage intérêt à entretenir ses esclaves pour qu'ils soient en bonne santé et puissent exécuter les tâches les plus pénibles qui soient, et de leur côté les esclaves avaient tout intérêt à le servir correctement pour être le mieux traités possible, sous le régime capitaliste le statut de l'esclave devenu salarié s'est considérablement dégradé, puisque lorsqu'il ne trouve pas à s'employer sur le marché du travail, un euphémisme moderne pour ne plus dire marché aux esclaves, il est voué littéralement à la misère ou à crever de faim.

Le cynisme de ce système économique auquel tout le monde ou presque voue un culte ne s'arrête pas là. Sous le capitalisme le nombre des besoins des hommes s'est multiplié, ce qui s'est traduit en grande partie par des charges supplémentaires à honorer impérativement mensuellement ou annuellement (Factures diverses, loyer ou traite, électricité, eau, gaz, essence, téléphone, Internet, etc. taxes ou impôts.) sous peine d'être jeté à la rue, de perdre son travail ou ne pas en trouver ou de devoir affronter des conditions d'existence insupportables ou incompatibles avec la survie dans cette société ou carrément à en être exclu. Du coup, la charge financière que représentent tous ces besoins rendus essentiels par cette société, entre en concurrence avec celle correspondant aux besoins alimentaires, qui malgré tout demeurent fondamentaux pour tous les hommes, en fait, c'est la totalité de ces besoins qui sont incompressibles ou dont personne ne peut se passer.

Par conséquent, quel que soit l'ampleur de la propagande gouvernementale, quels que soient les procédés sophistiqués auxquels les gouvernements recourent pour perturber ou orienter psychologiquement les masses ou les influencer, quel que soit le niveau atteint par la décomposition des rapports sociaux dans la société, lorsque la politique du gouvernement les étrangle ou conduit à remettre en cause la satisfaction de leurs besoins élémentaires, plus de deux siècles de lutte de classes prouve qu'il sera toujours impuissant à empêcher que les masses se dressent pour exiger leur dû et la plupart du temps bien au-delà sur le plan politique, car le catalogue de leurs besoins insatisfaits et de leurs aspirations démocratiques bafouées est considérable, bref, toute tentative de museler ou neutraliser indéfiniment la lutte de classe des exploités et des opprimés est vouée à l'échec.

Comment j'ai repéré le biais de cet article ou ce qui n'y figurait pas fut relativement facile.

J'ai constaté que pour décrire les conséquences sur la population des mesures que Macron lui a imposées depuis deux ans, les auteurs de cet article avaient recouru à la sociologie et à la psychanalyse en prenant soin d'écarter soigneusement l'économie, tout en empiétant timidement sur le terrain de la politique de manière très générale pour l'abandonner en cours de route sans soute par crainte de se brûler les ailes. Ces deux sociologues ont substitué ou privilégié les relations sociales

prises au sens large ou en général au niveau de tout le pays, aux détriments des rapports sociaux entre les classes, de sorte que la dimension économique qui aurait permis de situer précisément l'origine et les objectifs sociaux et politiques de ces mesures ou quelles classes étaient visées principalement, n'y figurent pas, la lutte des classes étant totalement escamotée au profit du "tissu social".

Ukraine : le retour de la propagande de guerre - Réseau Voltaire 15 mars 2022

Thierry Meyssan interrompt sa série de chroniques sur le conflit titanesque qui oppose la Russie aux États-Unis. Il s'adresse à tous pour casser les mensonges de la propagande de guerre.

par Thierry Meyssan

(Texte accompagnant une photo impossible à incruster ici LVOG - : Stepan Bandera (au centre) portant la Croix du Mérite allemand 2e classe avec épées. Il ne se prétendait pas nazi, juste « nationaliste » ukrainien. Dès 1935, Bandera prône la violence politique. Il fait assassiner une soixantaine de personnalités dont deux ministres polonais. Durant la Seconde Guerre mondiale, il organise l'extermination des intellectuels juifs et slaves. Le nouveau régime ukrainien a élevé des monuments à sa gloire dont un à Lviv, ville où il supervisa un massacre.)

L'opinion publique occidentale est révoltée par la guerre en Ukraine et se mobilise pour porter secours aux Ukrainiens en fuite. Pour tous, c'est évident : le dictateur Poutine ne supporte pas la nouvelle démocratie ukrainienne.

Comme à chaque conflit, on nous explique que les autres sont les méchants, tandis que nous sommes les gentils.

Notre réaction est celle de gens abusés par la propagande de guerre parce qu'ils ne se souviennent pas des conflits précédents et ignorent tout de l'Ukraine. Reprenons à zéro.

Qui a commencé ?

Comme dans la cour de récréation lorsque nos camarades de classe se battaient entre eux, nous voulons savoir qui a commencé. Sur ce point, il n'y a pas photo : il y a huit ans, les États-Unis ont organisé un changement de régime à Kiev avec l'aide de groupuscules armés. Ces gens se disent « nationalistes », mais pas du tout au sens où nous l'entendons. Ils prétendent être de vrais ukrainiens d'origine scandinave ou proto-germanique et pas des slaves comme les Russes. Ils se réclament de Stepan Bandera [1], le chef des collaborateurs ukrainiens des nazis, l'équivalent de Philippe Pétain d'un point de vue symbolique pour les Français, mais surtout de Joseph Darnand et des soldats de la Division SS française Charlemagne. Les Ukrainiens, qui jusqu'à présent se considéraient tout à la fois d'origine scandinave et proto-germanique d'un côté, et slave de l'autre, les appellent des « néo-nazis ».

Ici, en France, le mot de « nazi » est une injure que l'on utilise pour n'importe quoi. Historiquement, c'est un mouvement qui prônait une vision raciale de l'humanité pour expliquer les empires coloniaux. Selon elle, les hommes appartiennent à des « races » différentes, on dirait aujourd'hui à des « espèces » différentes. Ils ne peuvent pas avoir de descendance ensemble, comme les juments et les ânes. Dans la nature, ces deux espèces procréent des mulets, mais ceux-ci sont en général stériles. C'est pourquoi les nazis interdisaient les mélanges inter-raciaux. Si nous

sommes de races différentes, certaines sont supérieures à d'autres, d'où la domination occidentale sur les peuples colonisés. Dans les années Trente, cette idéologie était considérée comme une « science » et était enseignée dans les universités, surtout aux États-Unis, en Scandinavie et en Allemagne. De très grands scientifiques l'ont défendue. Par exemple, Konrad Lorenz (Prix Nobel de médecine en 1973) fut un ardent nazi. Il a écrit que pour maintenir la race, il fallait extirper de la masse les homosexuels et les éliminer comme un chirurgien élimine une tumeur parce qu'ils mélangeaient leur patrimoine génétique avec celui d'autres races sans qu'on s'en rende compte.

Ces scientifiques n'étaient pas plus sérieux que ceux qui nous ont annoncé l'apocalypse durant l'épidémie de Covid-19. Ils avaient le titre de « scientifique », mais pas la démarche raisonnable.

La Russie moderne s'est construite sur le souvenir de ce que les Russes appellent la « Grande Guerre patriotique » et nous la « Seconde Guerre mondiale ». Elle n'a pas du tout le même sens pour eux que pour nous. Ici, en France, la guerre n'a duré que quelques mois, puis nous avons cru en la victoire nazie et nous sommes entrés dans la Collaboration. Nous avons vu les nazis et les Pétainistes arrêter, à partir de 1940, 66 000 personnes, généralement pour « terrorisme » (résistance). Puis à partir de 1942, arrêter 76 000 juifs parce qu'ils étaient d'une « race inférieure » et les envoyer à l'Est, en réalité dans des camps d'extermination. Au contraire, en Union soviétique, les nazis n'ont arrêté personne. Ils voulaient exterminer ou réduire en esclavage tous les slaves en trente ans afin de dégager un « espace vital » où ils pourraient édifier un empire colonial (Generalplan Ost). C'est pourquoi l'URSS a subi 27 millions de morts. Dans la mémoire russe, les nazis sont un danger existentiel, pas pour nous.

Lorsque ces gens sont arrivés au pouvoir à Kiev, ils ne se sont pas déclarés comme « nazis », mais comme « nationalistes » au sens de Stepan Bandera, qui lui aussi se disait « nationaliste » et pas « nazi », même faisait une surenchère par rapport à leurs intentions génocidaires contre les slaves et les juifs. Ils ont qualifié l'ancien régime de « pro-Russe », ce qui est factuellement faux, et ont interdit tout ce qui évoque la culture russe. Et d'abord, la langue russe. Les Ukrainiens étaient majoritairement bilingues, parlant à la fois le russe et l'ukrainien. Tout d'un coup, on disait à la moitié d'entre eux qu'ils ne pourraient plus parler leur langue à l'école et dans les administrations. La région du Donbass, très russophone, s'est soulevée. Mais aussi la minorité hongroise qui recevait un enseignement dans sa propre langue et qui a été soutenue dans sa revendication par la Hongrie. Les Ukrainiens du Donbass ont exigé que les districts de Donetsk et de Lougansk puissent disposer d'un statut d'autonomie et retrouver leur langue. Ces préfectures (oblast en russe) se sont déclarées républiques. Cela ne voulait pas dire qu'elles aspiraient à l'indépendance, mais uniquement à l'autonomie, comme la République de Californie aux États-Unis ou les anciennes républiques de l'URSS.

En 2014, le président François Hollande et la chancelière Angela Merkel mirent les gens de Kiev à une même table que ceux du Donbass et négocièrent les accords de Minsk. Ce sont la France, l'Allemagne et la Russie qui en sont les garants.

Kiev a toujours refusé de les appliquer bien qu'il les ait signés. Au lieu de cela, il a armé des milices « nationalistes » et les a envoyées se faire les nerfs à la limite du Donbass. Tous les extrémistes occidentaux sont alors venus tirer le coup de feu en Ukraine. Ces paramilitaires étaient le mois dernier, selon le gouvernement de Kiev, 102 000. Ils forment le tiers de l'armée ukrainienne et sont intégrés aux Forces de défense territoriales. 66 000 nouveaux « nationalistes » — qu'oiqu'étrangers— viennent d'arriver en renfort, du monde entier, à l'occasion de l'attaque russe.

Durant les huit ans qui nous séparent des accords de Minsk, ces paramilitaires ont tué 14 000 personnes au Donbass, selon le gouvernement de Kiev. Ce chiffre inclut leurs propres pertes, mais

elles ne sont pas nombreuses. La Russie a diligenté sa propre commission d'enquête. Elle n'a pas recensé que les morts, mais aussi blessés graves. Elle a trouvé 22 000 victimes. Le président Poutine parle à leur sujet de « génocide », non pas au sens étymologique de destruction d'un peuple, mais au sens juridique de crime commis sur ordre des autorités contre un groupe ethnique.

C'est là que le bât blesse : le gouvernement de Kiev n'est pas homogène et personne n'a clairement donné l'ordre d'un tel massacre. Cependant la Russie tient les présidents Petro Porochenko et son successeur Volodymyr Zelensky comme responsables. Nous le sommes aussi puisque nous étions garants des accords jamais appliqués de Minsk. Oui, nous sommes coresponsables de cette hécatombe.

Le pire est à venir. Le 1er juillet 2021, le président Zelensky, qui armait les paramilitaires « nationalistes » et refusait d'appliquer les accords de Minsk, a promulgué la Loi n°38 sur les peuples autochtones [2]. Elle garantit aux Tatars et aux Juifs karaïtes (c'est-à-dire ne reconnaissant pas le Talmud) l'exercice de leurs droits, notamment celui de parler leur langue, mais pas aux slaves. Ceux-ci n'existent pas. Ils ne sont protégés par aucune loi. Ce sont des Untermenschen, des sous-hommes. C'était la première fois, depuis 77 ans qu'une loi raciale était adoptée sur le continent européen. Vous vous dites qu'il y a des organisations de défense des Droits de l'homme et qu'elles ont dû protester. Mais rien. Un grand silence. Pire : les applaudissements de Bernard-Henri Lévy.

Pourquoi le recours à la guerre ?

Notre vision des événements est déformée par nos préjugés. C'est plus encore marqué dans les États baltes et les pays anciennement écrasés par la « doctrine Brejnev ». Ces peuples imaginent a priori que les Russes sont les héritiers des Soviétiques. Or, les principaux dirigeants soviétiques n'étaient pas russes. Joseph Staline était Géorgien, Nikita Kroutchev Ukrainien etc, et même Léonid Brejnev était Ukrainien.

Tant que les républiques de Donetsk et de Lougansk étaient ukrainiennes, le massacre de leurs habitants était une question exclusivement ukrainienne. Nul n'était autorisé à les protéger. Cependant, en signant les Accords de Minsk et en les faisant entériner par le Conseil de sécurité des Nations unies, la France et l'Allemagne ont pris la responsabilité d'y mettre un terme. Ce qu'elle n'ont pas fait.

Le problème a changé de nature lorsque, le 21 février 2022, la Russie a reconnu l'indépendance des deux républiques du Donbass. Le massacre de ses habitants n'était plus une question intérieure, mais internationale. Le 23 février, le Conseil de sécurité se réunissait à nouveau alors que l'armée russe se préparait à intervenir. Lors de la réunion, le Secrétaire général de l'Onu, António Guterres, n'a contesté ni la légitimité de la reconnaissance russe des républiques du Donbass, ni celle de l'intervention militaire russe contre les néo-nazis. Elle a juste demandé à la Russie de laisser encore une chance à la paix [3].

Le droit international n'interdit pas la guerre, mais tente de la prévenir. Or, cette réunion du Conseil de sécurité n'ayant rien donné, la Russie était en droit de venir en aide aux habitants du Donbass massacrés par les néo-nazis. Ce qu'elle a fait le lendemain, le 24 février.

Le président Vladimir Poutine, qui avait déjà attendu huit ans, ne pouvait plus remettre à plus tard. Non seulement parce que chaque jour des gens meurent, non seulement parce que l'armée ukrainienne préparait un vaste massacre le 8 mars [4], mais parce que le droit russe le rend personnellement responsable de la vie de ses concitoyens. Préparant leur éventuel exode, la grande majorité des habitants du Donbass ont acquis la citoyenneté russe au cours des dernières années.

L'exode de 2 millions d'Ukrainiens

Comme lors de toutes les guerres de l'Otan, nous assistons à la fuite de la population. Pour les Français cela rappelle l'exode de 1940 face à l'avancée des troupes allemandes. C'est un phénomène de panique collective. Les Français croyaient que la Reichswehr allait commettre les mêmes viols de masse qui avaient été attribués au début de la Première Guerre mondiale à la Deutsches Heer. Mais les Allemands étaient disciplinés et ne se livrèrent pas à ce type de violence. Finalement, la fuite des Français sans but n'avait aucune raison objective, que la peur.

L'Otan, depuis la guerre du Kosovo, a développé le concept d'ingénierie des mouvements de population [5]. En 1999, la CIA a organisé le déplacement, en trois jours, de plus de 290 000 Kosovars de Serbie vers la Macédoine. Si vous avez plus de trente ans, vous vous souvenez des vidéos épouvantables de cette longue file de gens, marchant les uns derrière les autres, sur des dizaines de kilomètres, le long de lignes de chemin de fer. Il s'agissait de faire croire à une répression ethnique par le gouvernement de Slobodan Milošević et de justifier la guerre qui arrivait. Les Kosovars ne savaient pas pourquoi ils fuyaient, mais pensaient trouver un avenir meilleur là où ils allaient. Il y a sept ans, vous vous souvenez de l'exode des Syriens. Il s'agissait d'affaiblir le pays en le privant de sa population. Cette fois, il s'agit de toucher vos émotions avec des femmes et des enfants, sans faire partir les hommes que l'on requiert pour combattre les Russes.

Chaque fois, nous sommes bouleversés. Mais ce n'est pas parce que les Kosovars, les Syriens ou les Ukrainiens souffrent qu'ils ont tous raison.

L'Union européenne accepte tous les réfugiés ukrainiens. Les États de l'espace Schengen acceptent toutes les personnes qui se présentent comme fuyant la guerre en Ukraine. Selon l'administration allemande, environ un quart de ces « réfugiés », qui assurent sur l'honneur travailler et habiter en Ukraine, dispose non pas de passeports ukrainiens, mais algériens, biélorusses, indiens, marocains, nigériens ou ouzbeks ; des personnes qui manifestement profitent de la porte ouverte pour être enregistrées légalement dans l'Union européenne. Aucune vérification de leur séjour préalable en Ukraine n'est effectuée. Pour le patronat allemand, c'est une régularisation qui ne dit pas son nom.

Nous devons nous demander pourquoi le peuple ukrainien ne manifeste pas son soutien à son gouvernement. Lors de la guerre du Kosovo, les habitants de Belgrade avaient veillé jour et nuit sur les ponts de la ville pour empêcher que l'Otan les bombarde. Lors de la guerre de Libye, plusieurs millions de personnes s'étaient rassemblées à Tripoli pour manifester leur soutien au Guide Mouamar Kadhafi. Lors de la guerre de Syrie, un million de personnes avaient exprimé leur soutien au président Bachar el-Assad. Cette fois : rien. Au contraire, on nous dit que des équipes de la Défense territoriale chassent les « saboteurs russes infiltrés », alors que l'OSCE atteste qu'il n'y avait aucun soldat russe en Ukraine avant le début de l'opération.

Le choc des images

Nous aurions dû apprendre des guerres précédentes que la première victime est toujours la vérité. Depuis la guerre du Kosovo, l'Otan est devenue maître de la propagande de guerre. À l'époque, on avait changé le porte-parole de l'organisation à Bruxelles. Son remplaçant, Jamie Shea, détaillait chaque jour une histoire exemplaire, soit sur les horreurs des criminels serbes, soit sur l'exemplaire résistance des Kosovars. À l'époque, je publiais un quotidien par fax, le Journal de la Guerre en Europe. Je résumais les déclarations de l'Otan et les dépêches des petites agences de presse des Balkans. Chaque jour, je voyais les deux versions s'éloigner un peu plus l'une de l'autre. Dans mon esprit, la vérité devait être entre les deux. Une fois la guerre finie, on s'est rendu compte que les propos de Jamie Shea étaient de la pure invention destinée à noircir les colonnes des journaux

crédules, tandis que les dépêches des petites agences de presse des Balkans disaient la vérité. Et celle-ci n'était pas en faveur de l'Otan.

J'aborde donc le consensus médiatique occidental avec une certaine méfiance. Par exemple, lorsqu'on nous explique que la Russie bombarde une centrale nucléaire, je pense aux mensonges du président George W. Bush sur les armes de destruction massive du tyran « Saddam ». Ou lorsqu'on nous explique que les Russes viennent de bombarder une maternité à Marioupol, je me souviens des bébés koweïtiens enlevés dans leurs couveuses par les horribles soldats iraqiens. Et lorsqu'on m'assure que le méchant Poutine est fou et ressemble à Hitler, je me souviens de la manière dont nous avons traité Mouamar Kadhafi ou le président Bachar el-Assad.

C'est pourquoi je ne prends pas ces allégations au sérieux. Les soldats ukrainiens de l'île aux serpents n'ont pas été massacrés sous les bombes comme le prétendait le président Zelensky, ils se sont rendus aux armées russes, comme il l'a admis plus tard. Le mémorial juif de Babi Yar n'a pas été détruit par les Russes qui respectent toutes les victimes de la barbarie nazie. La centrale de Zaporijjia n'a pas plus été bombardée. Elle était gardée depuis plusieurs jours par des équipes mixtes russes et ukrainiennes. D'ailleurs l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a confirmé qu'il n'y avait jamais eu de danger radioactif. La maternité de Marioupol n'a pas non plus été bombardée. Elle avait été évacuée trois jours plus tôt et transformée en caserne du Régiment Azov (néo-nazis) ainsi que l'avait signalé à ce moment-là la Russie à l'Onu.

Alors quand on me dit qu'il faut tuer le « dictateur » Poutine, je reste de marbre. Les batailles

Comment ne pas remarquer que les images que nous voyons des « batailles » victorieuses de l'armée ukrainienne sont toujours les mêmes ? Comment ne pas remarquer que l'on n'y voit que quelques véhicules détruits ? Nos reporters de guerre n'ont-ils jamais vu de vraies guerres ? Nous n'interprétons pas les images en fonction de ce que nous y voyons, mais des commentaires qui les accompagnent.

Depuis une semaine, on nous explique que l'armée russe encercle Kiev à quinze kilomètres alentour, qu'elle progresse tous les jours (mais reste néanmoins à quinze kilomètres) et va donner l'assaut final. Quand on nous explique que le « dictateur » Poutine veut la peau du gentil président Zelenski (qui arme les néo-nazis et a promulgué la loi raciale), je prends du recul.

Les armées russes n'ont jamais eu comme projet de prendre les grandes villes. Elles s'en tiennent d'ailleurs à l'écart (sauf Marioupol). Elles combattent les paramilitaires « nationalistes », les néo-nazis. En tant que Français, partisan de la Résistance face aux nazis, les armées russes ont donc toute mon admiration.

L'armée russe applique en Ukraine la même tactique qu'en Syrie : encercler les villes qui servent de refuge aux ennemis, puis ouvrir des couloirs humanitaires afin de faire fuir les civils, et enfin pilonner les combattants qui restent à l'intérieur. C'est pourquoi les paramilitaires néo-nazis bloquent ces couloirs et empêchent la population de fuir. C'est le principe des boucliers humains.

Il s'agit d'une guerre de mouvement. Il faut faire vite. Les troupes russes se déplacent en camions et en blindés. Il ne s'agit pas de batailles de chars. Ceux-ci sont aujourd'hui inopérants sur les théâtres d'opération. Nous avons vu, en 2006, le Hezbollah réduire en épaves les Merkavas israéliens. Les troupes russes se déplacent en véhicules à moteur, c'est pour cela qu'elles ont des blindés. Comme nous avons fourni des dizaines de milliers de missiles antitanks à l'armée ukrainienne, paramilitaires néo-nazis compris, nos armes les détruisent comme elles détruisent leurs camions. Ce ne sont pas des batailles, juste des embuscades.

Trois nouveaux problèmes

Comme si la situation n'était pas assez compliquée, le président Zelensky a annoncé lors de la Conférence sur la Sécurité de Munich, juste avant la guerre, son intention d'acquérir la Bombe atomique, en violation de la signature de son pays du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Puis, les armées russes ont saisi et publié un document de travail du gouvernement de Kiev planifiant une attaque militaire de la Crimée et du Donbass, le 8 mars.

Enfin, l'armée russe a mis à jour une quinzaine de laboratoires de recherche en armes biologiques qui travaillaient pour le Pentagone. Elle a annoncé qu'elle allait publier la documentation saisie et a détruit 320 conteneurs d'agents pathogènes. Les États-Unis, qui sont signataires de la Convention des Nations unies sur l'interdiction des armes biologiques, la respectent chez eux, mais la violent à l'étranger. Des documents avaient déjà été publiés il y a deux mois par une journaliste bulgare. Le 8 mars, le ministère chinois des Affaires étrangères a demandé au Pentagone de s'expliquer sur les 330 laboratoires biologiques qu'il entretient sous divers noms dans 30 pays. Le département d'État a alors démenti ces pratiques. Mais la sous-secrétaire d'État, Victoria Nuland, auditionnée au Sénat, a reconnu que le Pentagone collaborait à ces programmes entrepris à l'étranger et qu'elle était inquiète à l'idée que ces recherches tombent dans des mains russes. Lorsque la Russie a porté l'affaire au Conseil de sécurité, les Occidentaux ont retourné ses accusations contre elle, l'accusant de préparer une attaque biologique sous faux-drapeau. De son côté l'Organisation mondiale de la Santé a indiqué avoir été prévenue de recherches biologiques civiles ukraïno-US et avoir demandé à l'Ukraine de détruire ses agents pathogènes pour prévenir leur dissémination.

Ainsi donc, l'Ukraine, qui entretient plus de cent mille « nationalistes » et les a incorporées à sa « Défense territoriale », puis a adopté une loi raciale, travaille sur des armes biologiques illégales et espère acquérir la Bombe atomique. Nous avons choisi d'oublier les exemples de courage de Jean Moulin et de Charles De Gaulle et de soutenir le président Zelensky !

Notes

[1] Après avoir participé à des massacres de juifs avec les SS, Stepan Bandera fut arrêté par les nazis en 1941 et interné dans une prison pour VIP. Puis, il fut libéré pour participer activement avec les SS à la lutte contre les Soviétiques. Il n'a jamais été un adversaire idéologique des nazis, mais a toujours collaboré avec eux contre l'URSS. Voir Stepan Bandera : The Life and Afterlife of a Ukrainian Nationalist, Fascism, Genocide, and Cult, Grzegorz Rossolinski-Liebe, Ibidem (2014).

[2] « ??? ?????? ?????? ?????? », ?????????? ?????????? ??? (???), 2021, ? 38, ??319.

[3] Conseil de sécurité, 8974e séance, ONU, 23 février 2022.

[4] Document : « Les plans d'attaque secrets ukrainiens » (source : ministère russe de la Défense).

[5] "Strategic Engineered Migration as a Weapon of War", Kelly M. Greenhill, Civil War Journal, Volume 10, Issue 1, July 2008. "Understanding the Coercive Power of Mass Migrations," in Weapons of Mass Migration : Forced Displacement, Coercion and Foreign Policy, Kelly M. Greenhill, Ithaca, 2010. "Migration as a Coercive Weapon : New Evidence from the Middle East", in Coercion : The Power to Hurt in International Politics, Kelly M. Greenhill, Oxford University Press, 2018.

Le courriel que j'ai adressé hier à Thierry Meyssan

Excellent article, *Ukraine : le retour de la propagande de guerre*.

J'ai une seule critique à formuler ou l'expression n'est pas tout à fait appropriée, mais je n'en ai pas trouvé d'autres pour exprimer quelque chose qui me gêne dans cet article, c'est quand vous mêlez implicitement tous les Français ou lecteurs français ("*Nous avons choisi d'oublier*") qui sont susceptibles de partager votre analyse à votre orientation politique, procédé récurrent que l'on retrouve dans d'autres articles, alors qu'en réalité a priori rien n'indique que ce soit le cas ou ils ont une orientation politique différente de la vôtre.

Ne croyez pas que ce serait un détail insignifiant, bien au contraire, car ceux, dont je fais partie, qui ne partagent votre orientation politique, se verront accuser à tort de la partager, et dans bien des cas cela les conduira à prendre leur distance avec vous ou le Réseau Voltaire par crainte qu'on les assimile à des partisans de votre orientation politique, ou pire, ils en viendront à rejeter votre analyse alors qu'ils savent pertinemment qu'elle était correcte où ils décideront de vous ignorer dans le futur. Donc, au lieu de gagner des lecteurs ou de favoriser la prise de conscience du monde dans lequel nous vivons, même si par certains côtés j'estime qu'elle est incomplète ou faussée, vous obtiendrez le résultat inverse de celui escompté, et pour le coup ce sera dommage pour vous comme pour moi en l'occurrence ici et tous ceux qui partagent mes réserves. Je ne sais pas si je me suis exprimé clairement.

Vous semblez oublier que la plupart des gens ont des idées arrêtées sur tout, même sur ce qu'ils ne connaissent pas ou n'ont jamais étudié sérieusement, et qui plus est, ils sont susceptibles ou facilement irritables, surtout lorsqu'ils s'aperçoivent qu'ils étaient prêts à partager une analyse, et qu'au dernier paragraphe l'auteur qui leur a soumis en profite pour placer son orientation politique, alors que vous auriez très bien pu vous en passer, ils vont trouver le procédé inadmissible ou ils vont se mettre à croire injustement qu'on a essayé de les embobiner, pour finalement rejeter en bloc l'article qu'ils viennent de lire et qu'ils avaient estimé excellent quelques minutes plus tôt, ce qui sera stupide, mais la plupart des hommes sont ainsi faits malheureusement.

Ce n'est pas mon cas par chance, et vous aurez compris que ma critique portait uniquement sur la forme et non sur le fond, et puis personnellement, j'estime que toutes les orientations politiques sont respectables et ont le droit de s'exprimer, du moment qu'elles ne font pas l'apologie du fascisme ou du totalitarisme en général.

Comprenez-moi bien, en tant que militant je vous comprends parfaitement, que vous parliez au nom de tous les Français, que vous évoquiez de Gaulle si vous en avez envie ne me gêne absolument pas, je dirais même au contraire, comme cela au moins on sait à qui on a affaire, c'est préférable à tous les hypocrites qui s'expriment et camouflent leurs réelles intentions, cela dit, j'ai l'impression d'appartenir à une minorité pour faire l'objet du même traitement que vous, à ceci près que partager mon engagement figure parmi mes objectifs, tandis que le vôtre est davantage de fournir à vos lecteurs les matériaux qui leur permettront de mieux comprendre la situation, puisque vous indiquez ne pas promouvoir "*une idéologie ou une vision du monde*", alors qu'il vous arrive d'enfreindre cette règle que vous vous êtes fixé vous-même, n'est-ce pas ? Je ne vous en fais pas le reproche, je le répète, mais vos lecteurs n'y seront pas insensibles ou ils ne seront pas forcément animés des mêmes bonnes intentions à votre égard, c'est à cela que je voulais en venir, en d'autres termes ou en quelque sorte vous rendre service.

Quelque part nous partageons le même combat sur un certain nombre de questions essentielles, ensuite nos voies divergent parce que nous n'interprétons pas la société ou le monde de la même

manière, mais je crois que fondamentalement nous poursuivons les mêmes objectifs de justice sociale et de liberté ou nous partageons les mêmes aspirations démocratiques. Il est donc regrettable que pour les raisons évoquées précédemment, nous, je parle pour moi et au nom d'autres personnes qui sont dans le même cas que moi qui ne partagent pas non plus mon orientation politique, nous ne puissions pas faire un bout de la route ensemble, tout du moins jusqu'à cette bifurcation.

Bien à vous.